LE PRINCE JEAN : « REFONDER L'EUROPE » p. 7

L'ACTION FRANÇAISE 2000

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € I N° 2773 I 63e année I Du 18 juin au 1er juillet 2009 I Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois I www.actionfrancaise.net

FAIRE MAIGRE POUR LA PLANÈTE ?

Le chanteur-compositeur Paul McCartney, ancien membre du groupe anglais Les Beattles, vient d'avoir une illumination. Convaincu que le bétail d'élevage, en dégageant du méthane, serait responsable d'émission de gaz à effet de serre, donc du réchauffement de la planète, il vient de déclarer devant le tout Londres réuni dans le parc de Saint-James : « *S'abstenir de consommer de la viande une fois par semaine représente un changement important que tout le monde pourrait respecter car c'est au cœur de plusieurs problématiques importantes touchant tout à la fois à la politique, à l'environnement et à la morale.* » Et de proposer pour ce jour d'abstinence... le lundi !

Si ce saltimbanque avait pour deux sous de culture traditionnelle il saurait qu'un jour sans viande existe depuis déjà deux mille ans, institué par l'Église catholique qui n'eut jamais besoin de recourir à des "problématiques" pour se faire mère et maîtresse des corps et plus encore des âmes. Elle a fixé ce jour au vendredi, pour commémorer le sacrifice du Christ en croix, imposant ainsi à chacun un acte d'abstinence en vue de son salut, non sans savoir les effets bénéfiques sur la santé du corps. Il serait bien temps que le clergé d'aujourd'hui remette cette coutume à l'honneur, avant qu'elle ne soit remplacée par sa caricature végétarienne le lundi, jour choisi arbitrairement, en vue d'un très vague salut de la planète...

APRÈS LES ÉLECTIONS

PAGE 3

Sarkozy requinqué pour quelle politique ?

❑ SARKOZY

"L'art" de mal parler

Le président de la République multiplie les fautes de syntaxe sans craindre de verser dans le registre vulgaire.

Bien sûr, seuls les muets ne commettent jamais de fautes de français et l'on ne saurait exiger d'un homme politique qu'il parle tout le temps comme Boileau... Toutefois Juliette Cua, sur le site *L'Express.fr* ce dimanche 14 juin constate que « *Nicolas Sarkozy malmène le français* »; elle recense les « *erreurs de syntaxe et les dérapages grammaticaux* » qui émaillent ses déclaration spontanées ou dans les médias, alors que ses textes écrits sont en général bien rédigés.

Nous avions déjà remarqué, chez ce président qui ne manque nullement de qualités oratoires, ni même d'un certain pouvoir de persuasion (comme tout bonimenteur chevronné) des expressions relevant de la plus basse vulgarité. Passons sur le « *casse-toi, pôv con, va* » du 23 février 2008 au Salon de l'Agriculture. Notre consœur relève par ailleurs, dans un discours à l'usine Alstom le 17 mars dernier, au sujet des personnes instruites : « *Mais franch'ment, par moments, on s'demande c'est à quoi ça leur a servi toutes ces années pour avoir autant de mauvais sens.* » Ou encore « *Si y en a que ça les démange d'augmenter les impôts, ils oublient qu'on est dans une compétition.* »

Encore faudrait-il compter le nombre de fois où il avale les négations, où il abuse de « *ça* » ou du verbe faire, où il s'emmêle dans les accords... Il nous rappelle parfois Georges Marchais... Les présidents Charles De Gaulle et François Mitterrand, et même Jacques Chirac ont toujours soigné leur langage parlé autant qu'écrit. M. Sarkozy, lui, est un homme pressé, qui parle beaucoup, et de tout !, et qui parle très vite comme en plaisantait son nouvel ami Barak Obama le 6 juin dans une conférence de presse commune à Caen.

Chacun sait que l'actuel hôte de l'Élysée n'est pas féru de culture française. N'a-t-il pas dit qu'il ne comprenait pas pourquoi l'on étudie *La Princesse de Clèves* à l'école ? C'est assurément faute d'avoir fréquenté des lectures de ce genre qu'il ne parle pas naturellement bien. Tant pis pour lui, mais le drame est qu'il donne un bien piètre exemple : si le président lui-même parle n'importe comment, est-il encore nécessaire à l'homme du peuple de châtier son langage ?

Un patrimoine national

Agit-il par démagogie, pensant que, se distinguant des élites, il sera mieux compris des classes populaires ? Il se trompe, car celles-ci attendent d'un chef de l'État qu'il les gouverne, non qu'il affecte de s'abaisser jusqu'à elles, et beaucoup parmi elles considèrent la langue comme un patrimoine national que l'on a le devoir de respecter.

M.F.

M 01093 - 2773 - F: 3,00 €

■ FAMILLE DE FRANCE

Légion d'honneur :

Hommage au Comte de Paris

PAGE 6

■ ÉTRANGER

Élection en Iran :

On siffle la fin de l'entracte

PAGE 9

■ ENTRETIEN

Bernard Lugan :

Omar Bongo, « ami fidèle de la France »

PAGE 16

» BOYCOTT ?

L'administration chinoise a suspendu les importations de Renault, arguant de « *sérieux problèmes de sécurité* ». Cent soixante voitures produites en 2007 sont bloquées au port : des Laguna, Mégane et Scénic pourtant conformes aux normes européennes. Le constructeur français, « *qui ne veut pas de conflit avec la Chine, a reconnu qu'il pouvait y avoir eu "des problèmes d'étanchéité des amortisseurs à cause d'une longue période de transport et de stockage"* » (*Fenêtres sur l'Europe*, 11/6/09). Pékin a-t-il sanctionné la France dont la capitale recevait le dalaï-lama le 7 juin ? « *Séduisante, la thèse de la sanction politique ne semble en l'état pas avérée* » selon Hélène Duvigneau (*L'Expansion*, 12/6/09). Le cas échéant, la mesure serait symbolique : interrogé par *LCI.fr* (10/6/09), Renault estime à un millier le nombre de véhicules exportés chaque année vers la Chine.

» QUATAR

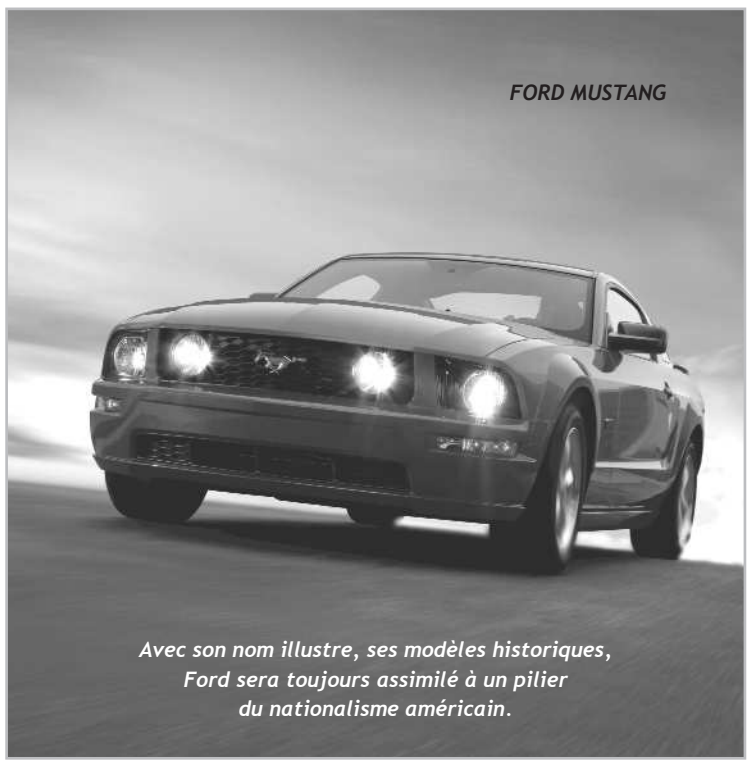
Endetté par le rachat de Volkswagen, **Porsche** pourrait sortir de l'impasse grâce au Quatar, qui s'apprêterait à acquérir 25 % de son capital. Cet investisseur « *exige des actions à droit de vote, une première chez Porsche où 100 % de ces droits sont détenues par les membres de la famille Porsche-Piech* », selon la presse allemande citée par l'AFP (13/6/09).

❑ AUTOMOBILE

Ford, l'icône des États-Unis

Des trois grands constructeurs d'automobiles américains, Ford est le seul à résister à la crise. Son image outre-Atlantique s'en trouve encore renforcée. Mais il devra discuter avec les syndicats sans le soutien de l'État fédéral...

Depuis des lustres, on les appelle familièrement les "Trois Gros" : Ford, General Motors, Chrysler. Gros, puissants, tentaculaires, ils l'ont vraiment été pendant des décennies. De Détroit, dans le Michigan, où ils établirent leurs quartiers généraux, ils devinrent très vite des concurrents régnant pendant un demi siècle sur l'Amérique et le monde. Détroit réussit à imposer ses inventions, son style, ses modes et, après la guerre de 1939-1945, ses modèles qui symbolisèrent le gigantisme du vainqueur. Merveilleuses Cadillac, Chevrolet, Pontiac, Buick. Les Européens ébahis les surnommèrent « *les belles américaines* ».



FORD MUSTANG

Avec son nom illustre, ses modèles historiques, Ford sera toujours assimilé à un pilier du nationalisme américain.

Une étrangeté américaine

Et puis, peu à peu, tout bascula : crises économiques, erreurs tactiques, mauvaise gestion... Déclarés en faillite, General Motors survit maintenant entre les mains de l'État et Chrysler entre celles des syndicats. Seule l'entreprise fondée au début du XXe siècle par le génial Henry Ford a échappé aux fatales morsures de la crise, aux griffes perverses de l'État en panique, à la dictature des organisations ouvrières. Au milieu des contraintes financières, des plans de sauvetage et des programmes de restructuration qui corsètent ses concurrents directs, Ford joue sur son exception comme une bonne vieille maison familiale dont la constance, le sérieux et la réussite sont assurés de père en fils. Du coup, cette étrangeté américaine frappe les esprits. Au cours des six derniers mois, Ford a doublé sa part du marché américain et, pour la première fois depuis longtemps, il menace maintenant Toyota qui reste le champion des ventes. Cerise sur le gâteau : en mai et juin, signe évident de bonne santé, la valeur de l'action Ford a triplé à la bourse de Wall Street.

Acheter pour défier le gouvernement

Ce grand retour s'explique par trois raisons. D'abord, les acheteurs d'une Ford ont voulu, par un geste qui s'inscrit bien dans la mentalité américaine, adresser aux patrons de l'entreprise leurs félicitations pour avoir su éviter l'aveu d'un naufrage et l'humiliation d'une nationalisation. Ensuite, on a désormais plutôt tendance à choisir une Ford pour s'offrir le luxe de défier non sans insolence le gouvernement – autre réaction typiquement américaine – dont la prétention à gérer deux ex-géants de l'automobile suscite beaucoup plus de craintes que d'enthousiasme. Enfin, Ford, avec son nom illustre, ses modèles historiques, son épopée légendaire, sera toujours assimilé dans l'inconscient du peuple à l'un des piliers du nationalisme américain. Réserver son garage à une Ford, plutôt qu'une GM, une Chrysler, une Toyota ou une Honda, c'est tout simplement faire preuve de patriotisme. À ces trois raisons, s'en ajoute une autre : la Taurus. Carrosserie élégante, profil racé, moteur généreux, c'est la dernière née des chaînes de montage. À Détroit, on compte beaucoup sur elle.

Le prestige que retire Ford de cette aventure a son coût. Dans un contexte général très déprimé, où chacun semble chercher ses repères, il peut paraître très flatteur pour une entreprise de ne pas avoir besoin de l'argent des contribuables. Cependant, Ford devra trouver plusieurs milliards de dollars afin de conserver son indépendance. En remettant les clés de leur avenir au gouvernement, GM et Chrysler ont du même coup effacé leurs dettes, sabré leurs concessionnaires et phagocyté les syndicats. Trois démarches capitales dans lesquelles Ford est en train de s'engager mais sans pouvoir profiter du secours des autorités fédérales.

Des négociations délicates

Ford vient d'ouvrir des négociations avec l'UAW – l'Union des employés de l'automobile, véritable forteresse syndicale – afin de stabiliser les salaires, réduire les avantages sociaux et éviter que les fonds de retraite ne deviennent un gouffre pour l'entreprise. Autre négociation délicate : celle qui va s'ouvrir avec les 3 700 concessionnaires à travers tout le pays. Alan Mulally, P-DG de Ford, voudrait se séparer de près d'un millier d'entre eux. Pas facile, ce dégraissage. D'autant qu'à chaque retrait correspondent des indemnités qui risquent d'atteindre au total des sommes astronomiques. Mais pour relever ces deux défis, Ford dispose d'un atout inestimable : l'entreprise n'a pas de dettes. Mieux : Mulally a annoncé 25 milliards de dollars de bénéfices.

De notre correspondant aux Etats-Unis
PHILIPPE MAINE

» SURRÉALISTE

Nadine Morano, le secrétaire d'État chargé de la Famille, n'apprécie pas certains commentaires suscités par la publication en ligne de vidéos où elle apparaît. Aussi avait-elle porté plainte contre X pour « ***injures publiques envers un membre d'un ministère*** », provoquant l'envoi d'une réquisition judiciaire à *Dailymotion* et *Youtube*, appelés à « *fournir en urgence la date, l'heure et les adresses IP utilisées et tout élément d'identification* » relatifs aux messages incriminés (*20 Minutes*, 11/3/09). En conséquence, pour avoir écrit « ***Hou la menteuse*** », une mère de famille devait être entendue le 11 juin par la police judiciaire. « *Au début je n'y ai pas cru, mon mari et mes enfants non plus* », a-t-elle confié à *Sud Ouest* (5/6/09). « *Pour moi, "Hou la menteuse", c'est avant tout une chanson de Dorothée. Je voulais faire de l'ironie.* »

L'avocat de Mme Morano, Me Lataste, tente de se dédouaner : « *Je ne suis pas responsable de l'enquête et de la démarche des policiers. Peut-être que* [cette] *internaute* [...] *était plus facile à identifier que les autres... C'est regrettable et si un policier fait du zèle je n'y peux rien.* » La convocation a finalement été annulée. Mais l'enquête se poursuit... Cette affaire nous semble révélatrice du malaise du gouvernement, manifestement déconnecté des réalités de la Toile.

» DISPARITÉ

L'actualité européenne serait jugée moins ennuyeuse outre-Rhin. « *Le nombre de correspondants à Bruxelles* [...] *est ainsi sans commune* [mesure] *entre la France et l'Allemagne* » selon Eddy Fougier (*Telos*, 1/6/09). « *Les données divulguées par les représentations permanentes des deux pays à Bruxelles indiquent* [...] *que les médias français ont soixante-sept correspondants accrédités auprès de l'UE, tandis que les médias allemands en ont quasiment le double (cent vingt et un).* » Peut-être la culture fédérale de l'Allemagne explique-t-elle en partie ces disparités.

» EMBARGO

Depuis la fin du mois de mai, les pays sous embargo américain n'ont plus accès à Windows Live Messenger (précédemment MSN). Sont donc privés de *tchat* les internautes de Cuba, de Syrie, d'Iran, du Soudan et de Corée du Nord. « *En fait, la mise à disposition d'un service de messagerie instantanée aux pays sanctionnés par les États-Unis n'est pas interdite par les autorités américaines* » précise Romain Heuillard (*Clubic*, 1/1/09). « *Contrairement au téléchargement d'un logiciel, même s'il est gratuit, que les autorités assimilent à l'export d'une marchandise. Toutefois rien ne permet pour le moment d'affirmer si cette coupure est spontanée ou si elle émane directement du gouvernement américain.* »

» GOLIAS ET L'AF

L'Action française est à la une de *Golias* : la revue "catholique-

progressiste" (n° 125) s'inquiète de son « *retour* », en l'assimilant de façon hasardeuse à la frange traditionaliste ou réactionnaire de l'Église. Nous y reviendrons.

G.D.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
Politique :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Michel Fromentoux, Nicolas Hainaut, Stéphane Piolenc
Étranger :
Charles-Henri Brignac, Guy C. Menusier, Pascal Nari
Économie : Henri Letigre
Enseignement, famille, société :
Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Aristide Leucate, Frédéric Wincler
Culture :
Monique Beaumont, Anne Bernet, Renaud Dourges, Gaël Fons, Norbert Multeau, Jean d'Omiac, François Roberday, Alain Waelkens
Histoire :
Yves Lenormand, Laure Margaillan, René Pillorget, Francis Venant
Art de vivre : Pierre Chaumeil
Chroniques :
François Leger, Jean-Baptiste Morvan
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

❑ APRÈS LES ÉLECTIONS

Sarkozy requinqué pour quelle politique ?

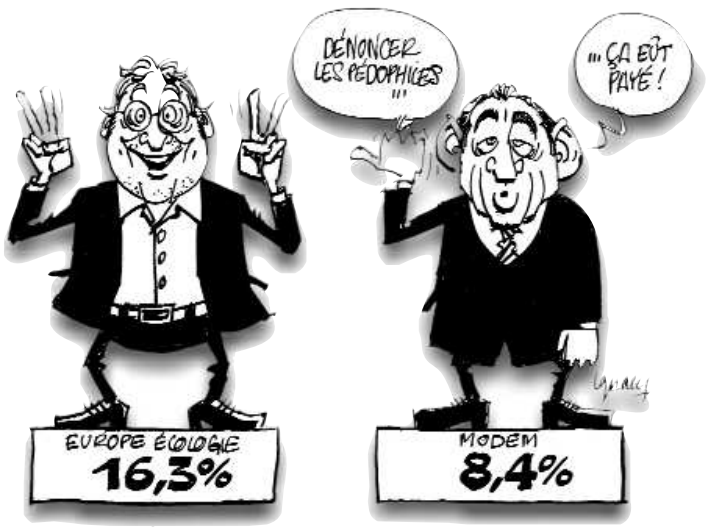
Malgré une victoire ternie par l'abstention, le président de la République est un homme heureux : s'ajoutant à celui de l'UMP, le succès des Verts aux élections européennes met ses principaux rivaux au tapis. Bien qu'on l'assimile souvent à un monarque, il est loin de s'élever au-dessus de la politicaillerie.

Nicolas Sarkozy est un homme heureux. « *Laissez-moi savourer cette victoire* », aurait-il déclaré au Conseil des ministres, selon Le Figaro du 12 juin... La "victoire" dont il s'agit est celle du 7 juin aux élections européennes. Beaucoup s'extasient sur le fait qu'après plus de deux années de mandat, en dépit de la "Crise", le parti du président et ses alliés arrivent nettement en tête. C'est oublier que 27,87 % des voix sur seulement 40,48 % de votants, cela ne représente pas une multitude ! Plutôt que de plastronner, le président et son entourage agiraient plus utilement s'ils se demandaient pourquoi six électeurs sur dix ont montré que "l'Europe" ne les intéressent plus...

À ce sujet, d'ailleurs, M. José-Manuel Barroso, président de la Commission européenne, s'est mis le doigt dans l'œil en parlant de « *victoire indéniable* (sic) *pour les partis et les candidats qui soutiennent le projet européen et qui veulent voir l'Union européenne fournir des réponses en termes de politique à leurs préoccupations quotidiennes.* » Propos guère étonnant de la part de ce technocrate qu'Éric Zemmour décrit dans *Le Figaro Magazine* du 12 juin comme un (faux) « *ectoplasme* » qui, après avoir façonné l'Europe « *au nom du libre échange mondialisé* » et marginalisé les États pour laisser la place au marché, s'aperçoit que son affaire avance plutôt mal, et attend que l'orage passe pour reprendre en main les "préoccupations quotidiennes" des peuples, évidemment sans tenir compte de ce qu'expriment ceux-ci.

Copinage avec Obama

Revenons à notre hexagone où le "grand projet" européen s'est trouvé éclipsé par tout un lavage de linge sale entre hommes et entre partis. Preuve une fois de plus qu'en démocratie aucun grand projet n'a de chances d'élever les esprits au-dessus de la politicaillerie. Il est évident que M. Sarkozy cherchait surtout à "flinguer" le parti socialiste déjà à bout de souffle, et à avoir la peau du trublion François Bayrou. Il a fait sentir à l'un et à l'autre que bâtir un programme sur l'anti-sarkozysme systématique n'était pas payant. Nous ne les plaindrons pas.



Nous remarquerons toutefois que pour arriver à ses fins le président n'a pas hésité à exploiter l'occasion de donner la veille du scrutin un grand faste à un simple soixante-cinquième anniversaire du Débarquement en Normandie. Il lui fallait parader auprès de Barack Obama, la grande idole du moment, et afficher à la face du monde une amitié pleine et entière avec celui-ci. Ce n'est pas la première fois qu'un homme politique républicain compte sur l'étranger pour paufiner son image..., mais là, les démonstrations de copinage ont d'autant mieux frappé l'opinion que les sujets de divergence ont été mis sous le boisseau, notamment celui de l'entrée de la Turquie dans "l'Europe" : le président des États-Unis, que la question ne regarde pas, est un chaud partisan de cette entrée contre nature en terre chrétienne ; M. Sarkozy, lui, s'y oppose en principe, mais les négociations sur ce point n'ont pas cessé sous la présidence de l'Union européenne par... Nicolas Sarkozy ! Les Français devinent qu'on ne leur dit pas la vérité.

Mai 68 en vert

Autre initiative destinée à marquer les esprits : la diffusion dans un grand tintamarre le 5 juin, pour la Journée de l'Environnement, du film *Home* de Yann Arthus-Bertrand sur les dangers que court notre planète Terre. On dit que cette émission aurait regonflé le score des listes "vertes" Europe-Écologie patronnées par deux casseurs Daniel Cohn-Bendit et José Bové. C'était juste ce qu'il fallait pour détourner quelques voix socialistes et laminer François Bayrou. Résultat : le cheval de retour de Mai 68, Daniel Cohn Bendit, l'ancien lanceur de pavés sur les flics qui mit pendant un mois le quartier Latin à feu et à sang, s'est trouvé le soir du 7 juin le deuxième grand vainqueur du scrutin et en fin de compte l'allié objectif du président Sarkozy...

Le personnage ne respire en rien la jeunesse et il est navrant de penser que le "troisième âge", moins abstentionniste que les plus jeunes, ait pu lui apporter des voix. François Bayrou, dans un débat télévisé où il perdait pied a, de manière bien peu politique, cru devoir rappeler au vieux soixante-huitard certains faits dont il se flattait du temps où il était éducateur dans un jardin d'enfants. C'est finalement ce dernier qui s'est attiré la sympathie de l'opinion voyant en lui la gentille victime d'un méchant père-la-pudeur... M. Cohn Bendit qui devrait savoir, comme disait Paul Bourget, que *Nos actes nous suivent*, est aujourd'hui l'incarnation de l'ère post-soixante-huitarde, où il n'y plus besoin d'« *interdire d'interdire* », puisque la loi elle-même est laxiste. Les exemples et les conséquences abondent : les enfants des écoles redeviennent parfois des barbares que l'on songe alors, par contre-coup, à parquer derrière des portiques ; la famille elle-même, disloquée par tous les débordements sexuels et recomposée de mille façons, va devoir, comme l'a annoncé Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, ce lundi 15 juin, faire appel à des brigades spécialisées pour régler ses affaires de violence dites intrafamiliales... « *Le laxisme jusqu'au couperet* », écrit Chantal Delsol dans *Le Figaro* du 11 juin. Le rêve de 1968 se fracture.

Mais Daniel Cohn-Bendit croit s'être refait une virginité dans l'écologie. Du noir, puis du rouge, il est passé au vert. S'il veut aujourd'hui mettre la société sens dessus dessous ce sera de façon plus policée et au nom de la "cause" de la protection de la planète, mais il n'en sera pas moins dangereux - lui et ses semblables - pour la nation, ses traditions et ses mœurs. Une consolation toutefois : il n'a pas l'intention de demander la nationalité française et ses amis écologistes sont très divisés entre eux....

Et maintenant ?

Et maintenant, que va faire M. Sarkozy de sa victoire ? On le saura ce lundi 22 juin puisqu'il a décidé de s'adresser aux deux chambres réunies en Congrès à Versailles, usant ainsi pour la première fois de ce droit que lui donne la loi de modernisation des institutions votée le 23 juillet 2008. Apparemment, l'effet de surprise qu'il a voulu déclencher risque de tomber à plat, puisque les Verts (écologistes) ont décidé de ne pas se rendre à cette séance exceptionnelle et que certains socialistes les imiteront. Tout cela au nom de la démocratie : M. Sarkozy serait en pleine dérive monarchique parce que son exposé ne sera pas suivi d'un débat et d'un vote !

Cette querelle n'est pas la nôtre. Disons seulement que si le président savait un peu mieux se placer au-dessus de la mêlée, s'il n'intervenait pas sur tout à la place de ses ministres, s'il avait réellement l'étoffe d'un monarque au lieu de s'en donner les postures, ses interventions seraient mieux respectées. Les noms des ministres qu'il remplacera deux jours après, n'auront pas une bien grande importance. Ce dont la France a besoin après les péripéties de ces dernières semaines, c'est d'un langage ferme, manifestant une volonté politique de mettre la souveraineté de la France au premier rang de ses préoccupations, d'arbitrer les conflits dans le souci du bien commun et de protéger les Français des rapaces apatrides du libéralisme à tout crin. En somme le langage d'un roi.

MICHEL FROMENTOUX

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

DES EXEMPLES À SUIVRE

La liste de souscription reproduite dans ce numéro montre que notre dernier appel commence à être entendu pour que vive et se développe *L'AF 2000*. Souscripteurs réguliers ou nouveaux souscripteurs, ils ont pris conscience que la continuation du journal de l'Action française dépendait d'abord d'eux-mêmes. Les réponses de certains militants nous touchent particulièrement. Merci pour leur contribution et leur inlassable dévouement. Cela est encourageant. Souhaitons que leur exemple soit suivi par beaucoup d'autres.
Les dernières élections européennes avec la multiplication des listes nationales ont montré l'incapacité des nationaux à s'entendre, la fièvre électoraliste, l'arrivisme individualiste leur faisant oublier ce pour quoi ils se battaient : l'intérêt de la France. Dans le combat nationaliste nous avons mieux à faire. Réfléchissons, faisons réfléchir nos contemporains sur les événements politiques en fonction du seul intérêt français. Appliquons notre méthode de l'empirisme organisateur ; elle les amènera tout naturellement à la nécessité de la monarchie. Mais le premier moyen pour diffuser ces idées, c'est le journal. Le journal est capital. Aussi aidez-le !

MARIELLE PUJO

** Prière d'adresser vos dons à Mme Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.*

LISTE N° 6

100 euros pour l'AF : « *le soutien et l'amitié d'une lectrice et tous ses vœux pour que le journal continue* », Mlle Renée Raufast, 300 ; « *Pour que vive l'AF 2000* », Robert Thomas, 100 ; Giovanni Castelluccio, 200 ; Philippe Castelluccio, 200 ; Jean Guillemin, 100 ; Fernand Estève, 150.

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Mme Françoise le Groignec, 15,24 ; Raymond Sultra, 17,78 ; Mme Bellegarde, 20 ; Mme Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; Mme Tatiana de Prittwitz, 47,73 ; Mme Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 30.

Bernard Nicolas, 50 ; Guy Menusier, 50.

Total de cette liste : 1 311,24 €
Listes précédentes : 3 788,24 €

Total : 5 099,48 €
Total en francs : 33 450,40 F.

Signes des Temps

» DETTE

Les Français ont compris que le "président du pouvoir d'achat" ne ferait rien pour leur porte-monnaie. Ils comprendront maintenant qu'il ne fera rien non plus pour les finances publiques : la dette représentait 64 % du PIB avant la crise, elle représente désormais 80 % et les générations futures devront supporter 300 milliards d'euros de dette. "La faute à la crise" dira Sarkozy pour faire oublier qu'il avait bradé les seules réserves dont il disposait au profit du bouclier fiscal et des heures supplémentaires.

» M. LE DAUPHIN

« *Monsieur le dauphin* » titrait *Le Point* qui proposait un dossier dithyrambique de sept pages entièrement consacré au prince Jean... Sarkozy ! Où l'on apprend notamment que ce dauphin-là est bien peu présent sur les bancs de l'université... Il faudra rappeler au *Point* qu'on ne choisit pas son dauphin. Et surtout, que si on le choisissait, les Français ne voudraient pas de celui-là !

» CAMPAGNE

En démocratie, l'égalité des temps de parole des différents candidats est une règle importante. Et c'est au nom de cette règle que, pendant la campagne des européennes, les listes UMP ont bénéficié, pour diffuser leurs spots officiels, de 40 minutes d'antenne : 20 minutes au nom du groupe parlementaire UMP et 20 minutes au nom du groupe Nouveau Centre. La majorité des listes, dont celle de l'Alliance royale mais aussi d'Europe Ecologie, n'ont eu droit qu'à 3 minutes et 32 secondes...

» CENDRES

Les ayatollahs de l'hygiénisme ont pris l'habitude de censurer les publicités faisant apparaître des figures historiques ayant une cigarette au bec. Sartre, Malraux et plus récemment Tati, en ont fait les frais. Et c'est pour la même raison que le métro a refusé l'affiche du film consacré à Coco Chanel. Le "Conseil d'éthique de la publicité" vient d'apporter une précision : on peut laisser les cigarettes sur ce genre d'affiches à condition qu'elles soient au bec de personnalités disparues. L'hygiénisme ne manque pas d'un certain d'humour : inutile en effet de rappeler aux morts que fumer tue...

GUILLAUME CHATIZEL

❑ UNIVERSITÉ

Une jeunesse sacrifiée

Les dernières universités bloquées ont enfin repris les cours. Pour offrir aux étudiants des diplômes dévalorisés... Le pouvoir néolibéral sera conduit à s'aligner sur la vulgate anglo-saxonne.

Quel héroïsme animait cette jeunesse dans son combat contre la déréglementation néolibérale ? Quelle volonté a conduit ce mouvement à résister près de quinze semaines au ministre Valérie Pécresse - quinze semaines d'absence de cours, de dégradations des locaux ? Pour les animateurs de la grande foire, la carrière sera assurée dans les holdings PS, UNEF ou NPA ! Mais leur kermesse s'est essoufflée, laissant ressurgir la panique des étudiants à l'approche des examens. Le retard accumulé sera, quoi qu'en dise le ministre, fatal pour ces jeunes à qui seront délivrés de vulgaires assignats.

Connivence

Le déroulement des examens s'annonce ubuesque. Le choix entre quatre sujets au lieu d'un seul devient la règle en sociologie. Des épreuves de dissertation sont remplacées par des synthèses de revues de presse. Des examens de quatre heures sont ramenés à une heure et des salles ne sont même plus surveillées. Des sujets dignes du bac sont même présentées en troisième année de sociologie : par exemple, « *Conséquences sociales de la Révolution industrielle* » ! Ces ignominies intellectuelles frappent toutes les facultés, à commencer par la prestigieuse Sorbonne qui, fin mai, avait décidé *in extremis* la reprise des cours. Depuis le 3 juin, les dernières facultés bloquées de Saint-Étienne, Toulouse II Le Mirail et Nancy II l'ont immitée. Les bourses seront prolongées d'un ou deux mois et ne seront pas supprimées pour les étudiants trop souvent absents.

Derrière les fulminations partisanes demeure une connivence objective entre le syndicalisme gauchisant et le gouvernement. En effet, l'image des petites universités et celle des filières de sciences humaines ont été fortement écornées. Beaucoup s'interrogent sur leur pérennité et dénoncent l'abandon de l'élitisme, et la forte imprégnation du syndicalisme d'extrême gauche. Rennes II, qui vit son troisième blocage en trois ans, a perdu 14 % de ses étudiants entre 2005 et 2008. La même tendance est observable pour Toulouse Le Mirail, Montpellier III et Paris IV.

Manifestation contre la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) le 14 mai 2009

Le pouvoir néolibéral de Sarkozy sera encouragé à aligner l'université française sur la vulgate anglo-saxonne – de plus en plus délaissée par Barack Obama. Selon Jean-Yves Cottin, président de l'université de Saint-Étienne, « *ce qui est en jeu, c'est l'avenir des petites universités en province* [...] *Les bloqueurs se font les alliés objectifs de ceux qui voudraient qu'il ne reste qu'une quinzaine de grands pôles universitaires* [...] *et rien d'autre.* »

Les provinces menacées

Ce déclin profite surtout aux grandes écoles et explique la floraison de petites boîtes à fric, comme l'IDRAC, vouées à formater des commerciaux qui vendront à prix d'or leur médiocrité intellectuelle sur le marché de la consommation pulsionnelle. Ce processus favorisera les inégalités sociales (le coût de ces écoles dépasse les 5 000 euros par mois), mais il détruira également la recherche, asservie au despotisme marchand. La gauche ne veut plus d'élitisme, de sélection, de savoir et de transmission, mais appelle à la médiocrité populaire, à la potitisation des filières, à la démocratisation de la connaissance. Finalement, elle rêve de l'université marchande et consumériste...

Cette affirmation pourrait sembler naïve, mais c'est un chercheur travaillant sur des applications militaires qui nous a amené à ouvrir clairement le débat : le malaise de l'université et de la recherche ne serait-il pas lié au déclin spirituel et national de la France ? Ce témoignage dresse un panorama très pessimiste de l'état des structures de recherche et de la qualité de ses programmes. Le financement étant un faux problème, la question de la motivation et de la finalité de la recherche est occultée.

Pour cet universitaire, le désastre tient à la perte de la symbolique intellectuelle qui honorait le grand chercheur. Le métier s'est substitué à la vocation, les scientifiques subissent un statut de plus en plus précaire. Près de 50 % d'entre eux travaillent sous contrat à durée déterminée. Ils sont découragés et voués à n'assurer que des programmes de recherche superficiels et sans lendemain. Le classement de Shanghaï qui hiérarchise les pays selon la quantité des publications place la France au sixième rang, mais c'est sans compter la qualité des articles, qui ne débouchent sur aucune application. Pour exemple, la microélectronique reste en France embryonnaire et ne permet pas de réalisation effective, les meilleurs travaillant de toute manière pour de grandes multinationales.

Publier ou mourir !

Autre tare, l'effritement de la hiérarchie et de l'élitisme expliquent les conflits d'intérêts et l'ego surdimensionné de certains chercheurs. Le court-termisme est devenu la règle, la philosophie *Publish or perish* (publie ou meurs), typique du modèle anglo-saxon, a infiltré la France depuis l'avènement d'Internet. Notre chercheur en vient à regretter la période gaullienne où étaient financés des programmes scientifiques servant les intérêts supérieurs de l'État. Des instance dirigeantes indépendantes contrôlaient ce travail et la qualité du savoir demeurait en centre des préoccupations des savants. En clair, la recherche bénéficiait du caractère religieux. Elle n'était pas sérieusement concurrencée par des professions commerciales et s'élevait au sommet de la hiérarchie sociale.

La réforme Pécresse sera-t-elle efficace ? « *On change la forme mais on ne touche rien sur le fond. Cette réforme ne résout rien mais, pire, elle va aggraver le clientélisme partisan des présidents d'université. L'autonomie des universités doit être conditionnée à la qualité des chercheurs et des présidents d'université sinon elle serait une coquille vide.* » La massification de l'université et la démocratisation du savoir sont les drames de notre temps. Finalement, la critique de la démocratie sous tous ses angles n'est-elle pas toujours d'actualité ?

ANTOINE MELLIES

LA PRIME À LA CASSE VA COÛTER CHER

11,9 % : c'est l'augmentation des immatriculations de voitures neuves en mai 2009 en France, par rapport à mai 2008. Et Luc Chatel, le secrétaire d'État à l'Industrie, a vu dans ce chiffre le bon résultat du gouvernement qui a mis notamment en place une "prime à la casse" pour soutenir les ventes. Les lecteurs les plus attentifs aux déclarations ministérielles noteront au passage un principe de communication assez simple à comprendre : si la crise n'est jamais de la responsabilité du gouvernement, la reprise est toujours le fruit de son action efficace...

DES PLAQUES TROMPEUSES...

Mais cette croissance à deux chiffres doit, dans un premier temps, être relativisée : en avril, les ventes avaient apparemment diminué de 7 %. Mais les difficultés de mise en place des nouvelles plaques a contraint des concessionnaires à reporter en mai certaines immatriculations... D'ailleurs, le nouveau système n'est toujours pas au point, ce qui a conduit à différer son extension aux véhicules d'occasion. Mais l'un dans l'autre, le marché n'est pas en mauvaise forme alors que les ventes de véhicules neufs sont en chute libre dans les pays qui n'ont pas mis en place de "prime à la casse", ou qui l'ont fait plus tardivement : -38,7 % en Espagne, - 24,8 % au Royaume-Uni, - 8,59 % en Italie, - 19,4 % au Japon...

UN SUCCÈS INATTENDU

« *Le marché français est quasiment stable sur les cinq premiers mois* » s'est félicité Luc Chatel en dressant le bilan de cette prime de 1 000 euros, instaurée le 1er janvier, qui a connu un succès inattendu. Alors que le gouvernement avait prévu 220 millions d'euros pour l'année 2009, ce sont d'ores et déjà 190 millions qui ont accompagné la destruction de véhicules anciens et l'achat de véhicules neufs. Depuis le début de l'année, »»»

❑ PARTI ANTISIONISTE

Des chiites sur la scène politique

Dieudonné rassemble sous la bannière de l'*« antisionisme »* les militants les plus divers. Sa liste présentée aux élections européennes en Île de France a recueilli 1,3 % des suffrages exprimés. De quels soutiens a-t-il bénéficié pour mener sa campagne ?

Dans le paysage politique contemporain, des "anomalies" apparaissent parfois dans la matrice démocratique, contrastant avec les habitudes, détruisant les clivages traditionnels, traversant les courants, bouleversant même durablement l'équilibre partisan si elles s'enracinent. Le développement du Centre Zahra pourrait s'inscrire parmi ces phénomènes.

On trouve peu de points communs entre un Dieudonné appelant de ses vœux l'abolition des frontières, la fin des nations, et le très national-républicain Alain Soral.

Des chiites enfants d'immigrés

Cette organisation chiite, dont le siège social est à Dunkerque, se propose de promouvoir l'islam. Rien de bien original malheureusement : avec la venue en masse d'immigrés musulmans ces trente dernières années, l'islam est devenu progressivement une religion importante en Europe occidentale, la deuxième en France en nombre de fidèles.

Le Centre Zahra se démarque cependant par des activités politiques : son site Internet laisse clairement transparaître un mélange insolite d'islam chiite traditionnel et d'antisionisme radical. Des vidéos signées "Centre Zahra" circulent sur *Dailymotion* et *Youtube* pour faire la promotion de manifestations anti-israéliennes, dénoncer le "sionisme" – notamment avec des images des exactions commises par Tsahal en Palestine –, ou encore diffuser quelques entretiens avec le philosophe Alain Soral, transfuge du Parti communiste et conseiller de Jean-Marie Le Pen pendant la campagne présidentielle de 2007.

L'un des membres les plus éminents du Centre Zahra, Yahia Gouasmi, est également le président du Parti antisioniste de France (PAS), appareil politique qui a soutenu la liste menée par Dieudonné aux élections européennes, où M. Gouasmi était d'ailleurs en deuxième position. Sur la Toile, le *jingle* d'introduction des vidéos du PAS est quasiment identique à celui des vidéos du Centre Zahra ; les mêmes "journalistes" y apparaissent.

« Réveiller les consciences »

La campagne de Dieudonné a servi de support médiatique au Centre Zahra-PAS, dont le discours politique semble se réduire à l'antisionisme. Alain Soral l'affirme sur le clip de campagne officiel : *« La censure, le communautarisme, les spéculateurs, l'OTAN, c'est le problème sioniste en France* [...], *en Europe et même, on va dire, dans le monde occidental. » « On met le doigt où ça fait mal, sur le centre nerveux du système »* renchérit Dieudonné. Sa liste n'a recueilli que 1,3 % des suffrages en Île-de-France. Ses partisans espéraient mieux, mais le trio Soral-Dieudonné-Gouasmi s'est félicité d'avoir contribué à *« réveiller les consciences »*, se donnant d'ores et déjà rendez-vous aux régionales de 2010.

Alliances contre-nature ?

Antisémite pour ses détracteurs, antisioniste pour ses partisans, le PAS proclame que *« les juifs sont les principales victimes du sionisme »*. Cela n'est pas sans rappeler le fameux *« Les musulmans sont les premières victimes de l'islam »* des mouvements islamophobes plutôt marqués à l'extrême droite sioniste. Réponse du berger à la bergère signée Centre Zahra ? Gardons-nous de trancher.

Curieux "melting pot", en tout cas, que ce Parti antisioniste, sur lequel le Centre Zahra semble partager avec Alain Soral la mainmise idéologique. On y retrouve des immigrés chiites traditionalistes aux côtés de jeunes de cités plutôt marqués à gauche, voire à l'extrême gauche, et de membres de l'extrême droite la plus radicale. Une transfuge du Renouveau français, organisation se voulant *« nationaliste et catholique »*, figurait sur la liste antisioniste ; le Parti solidaire français, qui flirte de manière ambiguë avec le national-socialisme (le PSF n'est d'ailleurs que l'héritier de la très sulfureuse Droite socialiste), a appelé à voter Dieudonné et même tiré des affiches à cet effet. La liste a également reçu le soutien du terroriste Carlos.

L'attitude du Mouvement des Damnés de l'impérialisme, mené par le charismatique Kemi Seba, militant noir racialiste, radicalement antisioniste accusé par tous ses détracteurs d'antisémitisme, est plus nuancée : dans une vidéo publiée avant les élections, il exprimait toute sa sympathie pour le combat de Dieudonné mais refusait de rejoindre la liste, car il ne voulait pas apparaître au côté d'Alain Soral, trop favorable au métissage à son goût.

Rancœurs

Alain Soral, justement, voyait dans ce magma idéologique *« la réconciliation des communautés »*, la concrétisation de la France *« black, blanc, beur »* chère au fondateur de l'association Égalité et Réconciliation. Mais cette alliance ne semble tenir que par l'antisionisme virulent.

Le reste du programme demeure très flou, probablement de manière intentionnelle : comment réunir le PSF, des *leaders* d'extrême droite, des syndicalistes, quelques catholiques traditionalistes, Ahmed Moualek – fondateur de l'association La banlieue s'exprime – ou encore Ginette Hess Skandrani – cofondatrice des Verts ? De même, on trouve peu de points communs entre un Dieudonné appelant de ses vœux l'abolition des frontières, la fin des nations, et le très national-républicain Alain Soral.

Aussi le PAS, vitrine politique du Centre Zahra, se propose-t-il surtout de combattre la censure, le communautarisme, les spéculateurs et l'OTAN... On ne saurait qu'approuver. On suivra également Yahia Gouasmi lorsqu'il prétend *« rendre aux chrétiens le pouvoir »* en France. Mais la haine d'Israël et des lobbies sionistes, certes nourrie par des motifs parfois légitimes, semble être le seul catalyseur. Ce courant politique apparaît dès sa naissance comme étant condamné à ne vivre que des rancœurs cristallisées autour de la question sioniste. Les royalistes ont déjà failli tomber dans ce piège. Tâchons de ne pas reproduire les mêmes erreurs.

Stéphane Piolenc

»»» 175 000 véhicules, soit 20 à 25 % des nouvelles immatriculations, ont profité de cette prime. Et l'on n'a pas fini d'entendre le gouvernement s'en vanter.

La prime à la casse n'est pourtant pas la seule responsable : les ventes sont également soutenues par les remises commerciales et le bonus écologique, particulièrement favorable aux véhicules les moins polluants. Au point qu'une voiture sur deux vendue en France en 2009 émet moins de 120 grammes de CO_2 par kilomètre parcouru. En Allemagne, qui a instauré en février une prime de 2 500 euros, le succès est encore plus spectaculaire : les immatriculations de voitures neuves ont augmenté de 40 % en mai par rapport au même mois de l'année précédente.

Aux États-Unis après le dépôt de bilan de General Motors, les autres constructeurs tirent la sonnette d'alarme. Et le Sénat américain a étudié la possibilité de mettre en place une prime à la casse semblable à celle des pays européens. On imagine la fierté des économistes du gouvernement qui auront montré le chemin...

BALLADURETTES ET JUPPETTES

Mais ce soutien artificiel à l'industrie automobile a toutes les raisons d'inquiéter les analystes. Car on connaît depuis longtemps, au moins depuis la fin des primes à la casse d'Édouard Balladur et d'Alain Juppé, le revers de la médaille. En 2002, un rapport du sénateur UMP Serge Lepeltier pointait déjà du doigt les effets pervers de ces primes mises en place de 1994 à 1996, qui *« ont accéléré certains remplacements de voitures, suscitant une augmentation des ventes, puis, après la fin de chacun des dispositifs, leur effondrement. »* Pire encore, balladurettes et juppettes avaient faussé la notion de prix et favorisé les constructeurs étrangers les plus compétitifs. Un an après les primes, le marché était en déprime de plus de 25 %, et en deux ans, la part de marché des constructeurs français, Renault et PSA, était passée de 60 à 55 %.

François Roudier porte-parole du Comité des constructeurs français d'automobiles, redoute déjà la fin de la prime à la casse : *« Si l'on retire la perfusion du malade alors qu'il est toujours malade, il y a un problème. »* Et si Luc Chatel promet une réflexion sur les mesures qui pourraient prolonger la prime ou accompagner sa sortie, il estime que le débat est prématuré. Bien qu'on connaisse les effets pervers de la fin de la prime, rien n'a donc été prévu...

La prime, qui devrait coûter cette année aux finances publiques un quart de milliard d'euros, risque fort de ne pas parvenir à sortir l'automobile et ses sous-traitants de la crise, se contentant d'en retarder les effets. Pour l'Allemagne, Adam Jonas, analyste de Morgan Stanley, redoute ainsi une chute de marché de 30 % en mai 2010, après l'arrêt de la prime à la casse. *« Chacun sait qu'il ne s'agit que de dopage, que ça n'a rien de réel. Cela fait du bien dans l'immédiat mais la douleur se fera sentir l'année prochaine. »* À moins que l'on ne prolonge la perfusion, peut-être jusqu'aux élections régionales ou, si le contribuable n'est pas trop regardant à la dépense, jusqu'à la prochaine présidentielle...

Guillaume Chatizel

❑ FAMILLE DE FRANCE

Hommage à Mgr le Comte de Paris

Le 18 mai, Mgr le comte de Paris, duc de France, a reçu du président de la République les insignes de chevalier de la Légion d'honneur, à titre militaire. Retraçant la carrière du Prince, Nicolas Sarkozy n'oublie pas ce que l'État doit à ses ancêtres.

Mgr le comte de Paris, duc de France, chef de la Maison royale de France, a été reçu ce lundi 18 mai à l'Élysée par le président de la République M. Nicolas Sarkozy. Celui-ci a remis au Prince, en présence de ses fils Jean duc de Vendôme et Eudes duc d'Angoulême, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur, à titre militaire. Un bel hommage au dévouement du digne héritier d'une lignée qui a toujours cultivé l'héroïsme et l'esprit de sacrifice au service de la France. Nous présentons à Mgr le comte de Paris, duc de France, nos respectueuses et chaleureuses félicitations en nous associant à la joie de toute la Famille de France, et c'est avec plaisir que nous publions ci-dessous le discours prononcé en cette occasion par le président de la République.

Une enfance en exil

Monseigneur,
Madame,
Mesdames et Messieurs,
et, si vous me le permettez, chers amis,

C'est un plaisir, mais plus encore un honneur, de vous accueillir ce soir au palais de l'Élysée, ainsi que votre famille, pour vous remettre, Monseigneur, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire.

Vous êtes né, Monseigneur, en 1933 en Belgique. À cette époque, depuis 1886 et jusqu'en 1950, la loi française frappait d'exil le chef de la famille de France et son fils aîné. Toute votre enfance, vous la passerez loin de votre pays, en Belgique, au Brésil, au Maroc, en Espagne et au Portugal, au gré des lieux de résidence de votre père et des événements tragiques qui secouèrent l'Europe et le monde jusqu'à ce que vous ayez l'âge de douze ans. En 1947, par un décret spécial du président Vincent Auriol – la loi d'exil n'a pas encore été abrogée –, vous êtes autorisé à séjourner en France pour y faire vos études. Vous les ferez à Bordeaux, puis à Paris en sciences politiques.

L'Algérie

En 1957, vous rejoignez l'armée et, comme tous les jeunes garçons de votre génération, vous partez en Algérie : c'est le début de votre carrière militaire. Vous vous illustrez à plusieurs reprises : en novembre 1958 dans la région de Constantine ; en février 1959 dans celle de Morsott ; et surtout, en mars de la même année, près de Châteaudun du Rhumel, où votre intervention permet de surprendre et de mettre en déroute une bande rebelle importante. Vous serez cité à l'ordre de la division pour cet exploit. Tous ceux qui vous ont vu servir en Algérie ont en mémoire votre sang-froid, votre courage, votre engagement.

Au palais de l'Élysée le lundi 18 mai

Revenu en France, vous restez au cœur du conflit algérien en coordonnant les services de renseignement pour le compte du secrétariat général de la Défense nationale. Après les accords d'Évian, vous rejoignez le cinquième régiment de Hussards en Allemagne ; puis, de 1963 à 1968, vous serez officier instructeur à la Légion étrangère. Vous effectuerez à cette occasion une dernière mission en Afrique du Nord.

Fidélité

Vous êtes resté très attaché à la famille des légionnaires, aux hommes que vous y avez croisés, et plus globalement à l'armée dans son ensemble et à ce qu'elle représente pour la nation. La distinction que je vous remettrai dans quelques instants vous a été décernée à tire militaire : c'est une précision qui, à vos yeux, revêt une importance particulière.

Vous entamerez ensuite une carrière civile : au Crédit lyonnais pendant six ans ; puis avec votre entreprise à compter de 1974, pour aider nos PME et nos PMI à l'exportation. Très vite toutefois, vous consacrerez une bonne partie de votre temps à des activités d'intérêt général, fidèle en cela à l'histoire de votre famille, qui a toujours eu à cœur de servir la France et les Français. En 1981, vous créez le Centre d'Études et de Recherches sur la France contemporaine, une association qui deviendra, en 1999, l'Institut de la Maison royale de France. Son but est de réunir des personnes de toutes sensibilités, de toutes situations, de toutes confessions, dans une grande exigence de tolérance et de respect pour l'identité et l'expérience de chacun. Dans le cadre de cette activité, vous effectuez de nombreux déplacements et vous allez à la rencontre des Français, quelle que soit leur condition, quelle que soit leur origine.

Vous êtes l'auteur de plusieurs ouvrages, dont la principale ligne directrice est une réflexion inquiète et critique, et en même temps exigeante et généreuse, sur notre pays, notre civilisation, les menaces qui pèsent sur elle et les ressorts qu'il conviendrait de mobiliser pour inventer une autre manière de vivre, plus solidaire, plus harmonieuse, et plus conforme à ce que vous estimez être la nature spirituelle de l'homme. Vous êtes également peintre et vous avez publié, il y a quelques années, un recueil de vos peintures consacré à la France, cette France que vous aimez profondément.

Volonté de réconciliation

Monseigneur, il n'est sans doute pas facile de naître avec « *l'histoire en héritage* », pour reprendre le titre de l'un de vos livres, que vous avez publié en 2004. Vous n'avez jamais caché les souffrances endurées du fait de votre enfance en exil, des rigueurs de votre éducation, de l'autorité de votre père. Votre famille a connu de grandes douleurs, ainsi que des divisions. Elle a connu plus encore, et vous-même particulièrement, la calomnie, le mensonge, les rumeurs. Loin de vous enfermer dans le ressentiment ou dans l'amertume, vous avez transformé ces épreuves en une vie de tolérance, de respect, de générosité, d'humanité. Parce que vous savez ce que c'est que d'être jugé, vous ne vivez pas dans le jugement des autres, mais dans la compassion et la compréhension. Depuis la mort de vote père, vous êtes le chef de la Famille de France. Votre action s'illustre par une volonté de réconciliation et d'apaisement qui vous honore, et dont je suis sûr qu'elle portera des fruits.

Socle de la nation

En ces temps de crise économique, où tant de gens se tournent vers l'État, la République n'oublie pas ce que l'État doit à vos ancêtres. Ce sont eux qui, les premiers, en firent le socle de la nation. Ce sont eux qui le dotèrent d'une organisation d'administrateurs et de principes fondamentaux. La France a connu beaucoup de régimes politiques depuis 1789, mais jamais elle n'a renié cet État patiemment construit au long des siècles. La France n'a pas davantage renié l'immense héritage intellectuel, culturel, politique, patrimonial, artistique, qu'ont légué à la nation ces « *quarante rois qui, en mille ans firent la France* » ; en particulier ceux de la dynastie capétienne, dont vous êtes héritier, et qui, de loin, ont dominé l'histoire de la monarchie française.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si votre fils, le prince Jean, s'est marié il y a quelques jours à Senlis, là-même où Hugues Capet fut choisi comme roi, en 987, avant d'être sacré à Noyon.

Et c'est pourquoi, je suis heureux, mais également fier, comme je l'ai dit au début de ce discours, de vous remettre ce soir, Monseigneur, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur. ■

* *Les intertitres sont de la rédaction de* L'Action Française 2000.

LE CAUCHEMAR DE CHRISTINE ALBANEL

Définitivement adoptée par le Parlement, non sans péripéties, la loi "Création et Internet" s'est heurtée le 10 juin au Conseil constitutionnel. Le gouvernement entendait suspendre les connexions utilisées à des fins frauduleuses, de façon expéditive, après un ou deux avertissements qui ne seraient susceptibles d'aucun recours, sur décision d'une autorité administrative : la commission de protection des droits de l'Hadopi. Or, seul un juge est habilité à prononcer une telle sanction aux yeux du Conseil constitutionnel, qui invoque le poids de la Toile dans l'exercice de « *la liberté de communication et d'expression, énoncée à l'article 11 de la Déclaration* [...] *de 1789* ». Henri Guaino a réagi avec ironie : « *C'est une violation des droits de l'homme* » !

(*Europe 1*, 14/6/09) Cela rappelle un amendement voté au Parlement européen contre l'avis du Conseil. Le porte-parole de la Commission pour les Nouvelles Technologies, Martin Selmayr, espère « *que cette décision* [mettra] *fin à un débat qui a pendant les derniers mois paralysé les discussions sur le "paquet télécoms"* ». Celui-ci devrait pourtant rester l'otage des querelles politiques selon *Euractiv* (15/6/09) : les ministres des Vingt-Sept se seraient accordés le 11 juin sur « *une ligne dure contre le Parlement* » ; ce serait « *une question de fierté institutionnelle* » selon le commissaire chargé de la Société de l'information et des Médias, la Luxembourgeoise Viviane Reding.

PRÉSOMPTION DE CULPABILITÉ

Un autre grief motive la censure du Conseil constitutionnel : l'introduction d'une « *présomption de culpabilité* ». Les juges formulent en outre des réserves d'interprétation, exigeant notamment que l'identification des abonnés selon leur adresse IP soit soumise au contrôle de la CNIL.

La loi, élaborée depuis l'été 2007 et le lancement de la mission Olivennes, a donc été vidée de sa substance. Le président de la République et ses sbires feignent de l'ignorer. La réaction du ministre de la Culture ne manque pas d'audace ; admirez l'accroche : « *Christine Albanel se félicite que le principe d'un dispositif pédagogique de prévention du piratage ait été validé par le Conseil constitutionnel.* »
Le communiqué se poursuit sur un ton plus raisonnable : le ministre « *proposera au président de la République et au Premier ministre de compléter rapidement la loi Création et Internet pour confier au juge le dernier stade de la "réponse graduée". Parallèlement la mise en place de la Haute Autorité instituée par la loi, exclusivement chargée du volet préventif de la lutte contre le piratage, se fera selon le calendrier prévu et les premiers messages d'avertissement seront adressés dès l'automne aux abonnés à Internet.* » La promulgation de la loi est intervenue le 12 juin. On attend les prochains rebondissements.

G.D.

❑ LE PRINCE JEAN

« Refonder l'Europe »

À la veille des élections européennes, le prince Jean a exprimé sa volonté de refonder l'Europe, sans faire table rase, avec réalisme et lucidité, sans la réduire à une entité économique ni la calquer sur le modèle américain.

Le constat s'impose : l'Union européenne telle que nous la connaissons s'est révélée incapable de résister à la déferlante de la crise mondiale. Si les causes directes de cette crise qui secoue si durement l'Europe sont bien connues, ses causes profondes semblent encore échapper à la classe politique. Et pourtant, elles sont déjà parfaitement lisibles dans l'onde de choc des événements.

Tempêtes

Une institution prouve sa fiabilité par son aptitude à affronter victorieusement les tempêtes. Pour l'Europe de Bruxelles, la démonstration a été cruelle. Devant l'avalanche des problèmes, les chefs de gouvernement – président Sarkozy en tête – n'ont eu qu'un seul et salutaire réflexe : défendre ardemment leurs intérêts nationaux. L'urgence leur rappelait qu'ils en étaient directement comptables. Quant à la Commission européenne, elle avait disparu de la scène. Ce qui est apparu, c'est que cette situation n'était pas conjoncturelle mais bel et bien structurelle : déjà la machine ne fonctionnait plus, et son inadéquation s'est révélée à travers la persistance têtue du fait national.

C'est pourquoi aujourd'hui, alors que les gouvernements sont acculés à une gestion empirique de la crise, il me faut prendre la parole. Je veux le dire avec force : s'agissant de l'Europe, l'urgence est désormais de trancher dans le vif et de se décider à réformer au fond. Réformer ? Mieux encore : refonder. Sans faire table rase, avec réalisme, lucidité et détermination. L'Europe ne doit être ni réduite à une entité économique ni calquée sur le modèle américain. Elle a une identité profonde fondée sur ses racines culturelles, son cadre géopolitique et l'évolution millénaire de ses structures politiques. Il serait vain, et extrêmement dangereux, de l'oublier ou de le nier.

Avenir durable

Ses racines sont chrétiennes : qu'on le veuille ou non, c'est la chrétienté qui l'a fait naître et lui a donné ses assises. Son équilibre géopolitique lui vient de la géographie et de l'histoire, et non des idéologies de passage. Et sa structure politique demeure inséparable – on le voit tous les jours – des nations historiques qui la composent. Reconnaître ces trois faits n'est pas s'enfermer dans un passé révolu, c'est au contraire se donner les moyens de bâtir un avenir durable – en s'appuyant sur le roc du réel et non sur des opinions mouvantes, incertaines et contradictoires.

Aujourd'hui, ma voix est encore peu audible, je le sais. Mais ce que je dis ici, je le fais au nom du principe qui m'habite, dont la légitimité est liée aux fondements et à la continuité historique de la France. Ce que je veux dire est ceci : l'Europe est aujourd'hui appelée à devenir une alliance de nations souveraines qui, partageant librement une vision concrète et humaniste de la politique, s'attellent ensemble à la réalisation de projets visant au bien commun des pays qui la composent et au traitement résolu des grands problèmes mondiaux. Voilà l'esprit nouveau à communiquer à des institutions européennes à bout de souffle qui exigent une rénovation profonde.

Pour être viable, cette alliance des nations européennes ne peut que s'appuyer sur les racines culturelles de l'Europe ; s'inscrire dans le cadre des nations historiques, le seul où s'exprime pleinement le lien social ; et limiter son extension dans l'espace, en assumant son équilibre géopolitique propre.

Son parlement doit devenir représentatif des forces économiques, sociales et morales à l'œuvre au sein des nations associées. Là où, aujourd'hui, les contraintes technocratiques et uniformisatrices ne sont modérées que par les déchirements idéologiques de listes politiciennes rivales, provoquant un absentéisme électoral élevé, le parlement européen doit devenir le lieu d'expression, de dialogue et de coopération des forces vives de nos différents pays.

Pragmatisme

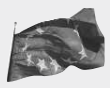
Son action extérieure – objectifs diplomatiques et militaires communs, projets communs – doit relever de la seule responsabilité des chefs d'Etat et de leurs ministres réunis en conseil. Fortes d'accords adaptés et pragmatiques, les nations européennes ont naturellement vocation à prendre l'initiative sur les grands dossiers mondiaux : gestion des ressources et maîtrise de l'énergie, lutte antiterroriste et résolution des conflits, aide aux pays en développement.

En février 2008 – avant le déluge, donc ! –, j'avais exprimé mon attachement à l'idée de vérité en matière politique. Au nom de cette vérité même, j'entends aujourd'hui prendre date et affirmer que le temps est venu pour l'Europe de s'assumer dans sa réalité propre, ouverte au monde autant qu'à elle-même, avec tout ce qu'elle a reçu et tout ce qu'elle a encore à donner. Ce qui passe par une réforme institutionnelle profonde. C'est à ce prix qu'elle assurera sa prospérité et son rayonnement.

Jean de France
duc de Vendôme

** www.gensdefrance.com lintertitres insérés par la rédaction.*

Vers un nouveau Parlement européen



Le nouveau Parlement européen se réunira en session plénière le 14 juillet. D'ores et déjà, les députés s'affairent. Les nouveaux élus – quarante députés sur les soixante-douze que compte la délégation française – se préparent à leurs nouvelles responsabilités. Et tous discutent en vue de distribuer les prébendes.
Le PPE-DE continuera de dominer l'assemblée (264 sièges sur 736), sans obtenir la majorité absolue ; même si les conservateurs tchèques et britanniques renonçaient à former leur groupe eurosceptique, il serait contraint de négocier. Par exemple pour partager encore une fois la présidence avec le PSE. Affaibli, celui-ci bénéficie néanmoins du renfort du Parti démocrate italien, issu de la fusion de plusieurs organisations de la gauche et du centre. L'ADLE, qui y perd des plumes, hébergera les rescapés du Modem en dépit d'un positionnement au centre-droit qui interfère avec le discours de François Bayrou.
Il y a quelques mois, des doutes pesaient sur la capacité des Verts à conserver leur groupe ; le succès de Daniel Cohn-Bendit les a dissipés. Du côté des souverainistes, on est frappé par l'échec du "noniste" irlandais Declan Ganley, qui renonce à sa carrière politique : Philippe de Villiers est le seul candidat élu sous la bannière Libertas. Signalons enfin la percée du Parti pirate suédois, militant pour une circulation plus libre des œuvres, l'abolition des brevets, la défense des "libertés individuelles" ; il obtient un siège, recueillant 7,1 % des voix et même 19 % des suffrages des 18-30 ans. ■

VOYAGE AU CŒUR DU PARLEMENT EUROPÉEN

Député au Parlement européen de 1989 à 2009, Jean-Claude Martinez se propose de révéler les secrets de cette institution. S'appuyant sur les illustrations de Norma Caballero, il convie le lecteur à la rencontre de six mille habitants, évoluant sur cinquante hectares répartis dans trois villes : Strasbourg, le siège officiel du Parlement, où les couloirs seraient un vrai cauchemar ; Bruxelles, qui supplante peu à peu la capitale alsacienne ; Luxembourg, qui héberge l'administration. En Belgique, étant donné l'étendue des surfaces à couvrir, les rondes des agents de sécurité prennent entre six et huit heures.
On découvre des lieux parfois insolites : la banque ING, classée centième sur les 4 800 agences que compte le groupe dans le Plat pays ; un bar dévalisé le soir du 13 juillet 2004, où le Parlement accueillait les représentants de dix nouveaux États membres ; une salle de prières à Strasbourg ; un centre d'épilation à Bruxelles... L'hémicycle constitue « *une PME de cent personnes* ». Les votes y sont expéditifs : les députés disposent de quelques secondes pour presser la bonne touche de leur machine électronique. Et quand il prennent la parole, c'est pour une ou deux minutes, trois tout au plus. Alors s'affairent les interprètes, censés jongler avec 506 combinaisons linguistiques possibles !
Soulignant « *l'impérialisme de l'anglais* », Jean-Claude Matrinez rapporte cette mésaventure de Jacques Barrot : « *Un député voulait la lecture officielle de la position de la Commission européenne. Mais ce texte officiel était en anglais. Le commissaire français un peu juste dans cette langue ne se voyait pas en train de lire un long texte en anglais. Il a donc fait le sourd en dépit de la demande répétée de plusieurs députés et de la cruauté complice du président, ajoutant goguenard : "Le commissaire ne souhaite pas lire."* »

PRÉCARITÉ SOCIALE DU PERSONNEL

Le Parlement européen apparaît sous un jour plus humain qu'à l'accoutumée. Ce qui n'est pas toujours flatteur. L'auteur s'indigne des conditions de travail imposées au personnel de la restauration ; employé par un prestataire externe, il est même privé de badge et de parking, ceux-ci étant apparemment réservés aux fonctionnaires. Conséquente des "privatisations", cette précarité illustre les méfaits du libéralisme économique aux yeux de Jean-Claude Martinez, qui a incarné une sensibilité "altermondialiste" au sein du Front national.
Issu d'une formation politique marginalisée, il dénonce les privilèges des groupes majoritaires, ainsi qu'une procédure douteuse qui l'aurait privé d'une vice-présidence du Parlement Europe-Amérique latine (Eurolat). Le ton partisan de l'ouvrage procède d'un choix discutable : des commentaires superflus agaceront peut-être les sympathisants, et rebuteront sans aucun doute tous les autres. Jean-Claude Martinez s'autorise même des piques répétées contre « *la fille Le Pen* ». On regrette également les insuffisances de la mise en page, ainsi que la rédaction hasardeuse du texte, où les redondances sont légion. Si elle permet de glaner ici ou là des informations précieuses, la lecture s'avère de ce fait décevante, voire frustrante. Un essai à transformer !

Grégoire Dubost

** Jean-Claude Martinez, Norma Caballero :* L'Album secret du Parlement européen. *Édité par La Maison de la Vie et des Libertés, 13 rue Durand, 34000 Montpellier ; 200 pages, 59,50 euros franco (chèque à l'ordre de La Maison de la Vie) ; www.martinezlavie.com*

» DÉCOUPAGE

L'Union européenne continuera d'interdire **la production de vin rosé de table par coupage** de blanc et de rouge sur le territoire des États membres ; le commissaire en charge de l'Agriculture et du Développement rural, la Danoise Mariann Fischer Boel, a provoqué la surprise en l'annonçant le 8 juin. Une décision motivée par la crainte des professionnels de voir ternie « *l'image du rosé traditionnel* ». On continue de s'interroger sur leur mobilisation tardive... En outre, si les échanges internationaux s'intensifient sur le marché du rosé, certains en viendront peut-être à regretter cette reculade assurant le monopole des producteurs extracommunautaires, dont on ignore souvent qu'ils sont déjà autorisés à vendre leurs mélanges en Europe. On surveillera en tout cas le texte soumis prochainement au Conseil, en espérant que la France aura obtenu gain de cause sans contrepartie.

» UE SCANDINAVE

Le 1er juillet, la Suède succédera à la République tchèque à la tête de l'UE. Entre autres objectifs, elle souhaite initier à l'automne la révision de la stratégie de Lisbonne, censée développer en Europe la première "économie de la connaissance", au service d'une croissance durable. Pour l'heure, c'est un « *échec* » selon le Premier ministre Fredrik Reinfeldt. Plus inquiétant, Stockholm plaide pour davantage de souplesse en matière d'immigration. Le pays travaillera également au renforcement la Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD) : accroissement de la disponibilité du personnel au service des capacités civiles ; discussion sur l'emploi des *battlegroups*, des groupements d'intervention légère jamais utilisés, en dépit des astreintes semestrielles incombant tour à tour aux États. Cela dans un contexte où le gouvernement suédois entend se rapprocher de l'Otan.

» MONARCHIE

La "parité" gouvernera désormais la transmission de la couronne danoise : prince ou princesse, l'aîné en héritera dans tous les cas. Un amendement à la Constitution a été adopté par référendum le 7 juin par 85,4 % des voix représentant 45,5 % des inscrits (un seuil de 40 % était requis). Ce résultat donna l'occasion au prince consort Henrik de réclamer à nouveau l'égalité des sexes à son profit : « *Le Premier homme, c'est moi. Ce n'est pas mon fils* », avait-il déjà déclaré en 2002.

G.D.

❑ ÉLECTIONS

Le miroir brisé en Belgique

À la différence des européennes, les élections régionales ont passionné la Belgique. Leur issue confirme les divisions qui minent le royaume. Si le parti Écolo est devenu incontournable en Wallonie, la Flandre prend le contre-pied.

Comme partout ailleurs, les "européennes" ont laissé les Belges indifférents. À épingler ce titre provocant et provocateur de Jean-Paul Marthoz dans *Le Soir* : « *L'Europe a voté pour John McCain.* » Il entend par là que les partis gagnants à Strasbourg sont ceux dont la politique prend le contre-pied de celle d'Obama. Dans une ironie un peu grinçante, amère, il conclut : « *John McCain va siéger à Strasbourg par procuration.* »

"Deux pays" selon le *Standaard*

La presse belge ne s'attarde pas aux européennes. Les régionales en revanche ont passionné, enfiévré les partis, les journalistes et même les électeurs... Le vote, il est vrai est obligatoire. Là on retient l'éditorial du *Standaard*, le quotidien intellectuel qui souvent donne le ton en Flandre : « *België is twee Landen* », « *La Belgique est deux pays* ». Plus que jamais cela s'est vérifié le 7 juin.

En Belgique romane, tant à Bruxelles qu'en Wallonie, la palme d'or est revenue aux écologistes. Ils font plus que doubler leur score. En approchant les 20 % en Wallonie et en les dépassant à Bruxelles, Écolo est devenu incontournable. Il a la main d'autant plus que tous les autres partis se tassent ou reculent. Mais il faut nuancer les pertes subies. Les "humanistes" (anciens sociaux-chrétiens) font du sur-place. On s'attendait à l'effondrement d'un Parti socialiste miné par les "affaires". Le recul est certain, sévère, mais n'atteint pas les proportions annoncées.

Bien qu'ils remercient leurs électeurs, les libéraux du Mouvement réformateur ont manqué la marche.

Aussitôt Elio Di Rupo a réajusté son "nœud pap". Son grand adversaire – ennemi devrait-on dire – Didier Reynders, le président du Mouvement réformateur (libéraux), a manqué la marche. Deux fois. La première en échouant à surclasser le PS en Wallonie ; il lui reste Bruxelles comme prix de consolation malgré une régression légère. Deuxième échec, plus pénible encore pour son ego, dans son fief liégeois : il n'est pas premier. Enfin, au sein de son parti, il en est qui attendent en embuscade. À commencer par le commissaire européen Louis Michel plébiscité à l'Europe avec plus de trois cent mille voix. Ensuite, aux régionales, le Mouvement réformateur est composé d'une alliance entre libéraux et FDF (Front des francophones) d'Olivier Maingain. Les premiers ont perdu trois sièges récupérés par les seconds. Ambiance....

La Flandre à contre-pied

Et la Flandre ? Changement de décor. Groen, c'est-à-dire l'équivalent d'Écolo, gagne... 0,1 %. Avec un peu plus de 6 %, il était et demeure un parti marginal. La Flandre connaît un triomphateur et un grand perdant. La NVA (Nieuwe Vlaamse Alliantie, la Nouvelle Alliance flamande) de Bart De Wever passe de 5 à 16 sièges ! Ce professeur d'histoire a réussi son pari au-delà de toute espérance. Il y a encore quelques mois il était en cartel avec les démocrates-chrétiens. D'aiguillon il est devenu un partenaire presque obligé. Il n'y aura pas de réforme institutionnelle sans lui. Et cette réforme, distendant ce qui reste de Belgique, il la veut, il l'exige.

Casse-tête

Dans le même temps, les libéraux l'Open VLD sont durement matraqués. Depuis l'arrivée du "'wonderboy" Guy Verhofstadt comme Premier ministre, fin 1999, et près de 22 % des voix dix ans plus tard, les libéraux flamands n'ont cessé de glisser vers les 14,6 % de ces régionales. Une défaite historique qui a conduit le président en titre Bart Somers à rendre son tablier. Paradoxe, le président en fait Guy Verhofstadt, aux européennes, triomphe de tous avec plus d'un demi million de voix, 565 359, pour être exact. Toujours les contradictions de la politique belge...

Comme celle-ci : le recul sévère du Vlaams Belang – plus de 8 % épongés par le NVA et la liste populiste libérale de Jean-Marie De Decker -, mais un Belang qui demeure malgré tout le numéro 2 en Flandre derrière le CDV (démocrate-chrétien). Celui-ci progresse là où on pouvait le croire menacé. Le voici donc à le manœuvre et comptant deux egos concurrents : celui de Kris Peeters, ministre-président flamand, et celui d'Herman van Rompuy, Premier ministre.

Au vu de cet imbroglio on se prend à songer aux missionnaires jadis envoyés dans l'Empire céleste. Ils en ont certainement rapporté dans les plis de leur soutane... le casse-tête chinois.

Charles-Henri Brignac

L'UE ET LES POST-COMMUNISTES

Les États-Unis et l'Union européenne souhaiteraient régulariser la situation en Serbie. Mais l'affaire du Kosovo ainsi que la livraison de responsables de la guerre de Bosnie servent de prétextes à un *statu quo*. En réalité les post-communistes au pouvoir ont maintenu l'organisation collectiviste mise en place en 1945, modifiée à l'époque Tito par une organisation autogestionnaire.
Sur le plan pratique il s'agit d'un accaparement de tous les biens et revenus d'un pays par la collectivité publique, qui en redistribue une partie, selon des normes non économiques, même si demeure une frange de débrouillardise.
Une corruption généralisée assure la continuation du système...
Les dirigeants communistes, d'origine et de mentalité, en sont satisfais et espèrent qu'il durera le plus longtemps possible. Ils n'en discutent pas moins avec l'Union européenne, car ils n'ont pas la force de résister ouvertement, ni d'exercer un chantage comme cela était possible durant la période de Guerre froide. Ils invoquent cependant le danger de leur opposition composée de tous les "laissés pour compte" et des idéologues du stalinisme, du titisme et de toutes les formes de nationalisme primaire.
L'UE ferme les yeux. Il en est de même dans les autres États ex-yougoslaves, avec une dose de provincialisme en sus (Croatie, Monténégro, Macédoine, Bosnie-Herzégovine). La Slovénie membre de l'Union européenne est le modèle que tous les dirigeants souhaitent imiter, pour entrer en Europe en conservant les biens mal acquis et leurs habitudes communistes.

Gérald Begbeder

TRIANON : PAUVRE HONGRIE !

À l'occasion du 89e anniversaire du traité de Trianon du 4 juin 1920, traité qui a marqué le dépècement de ce pays [1], le professeur Henry Bogdan a prononcé une conférence passionnante dans les locaux de la Mission catholique hongroise, le 6 juin dernier.
Il a résumé les causes de ce traité désastreux sous trois rubriques : le triomphe de la trahison, la gauche et les libéraux ayant contribué à la défaite de leur pays ; le triomphe de l'hypocrisie avec la non-application des quatorze points de Wilson, considérés pourtant comme des dogmes ; le triomphe du mensonge, la Hongrie ayant été considérée comme une prison des peuples et comme responsable de la guerre, ce qui était inepte.
Le professeur Bogdan rappela que le père de Jean-Paul II avait été officier dans l'armée hongroise durant la première guerre mondiale, bien que polonais, et qu'il avait choisi d'appeler son fils Charles (Karol) en l'honneur de l'empereur d'Autriche-Hongrie.
La fédération mondiale des Hongrois va déposer une pétition à l'ONU pour dénoncer ce qui s'est passé le 4 juin 1920. Elle va profiter pour cela du 90e anniversaire du traité de Trianon en 2010.
L'Action française appuie cette initiative.

Yves Lenormand

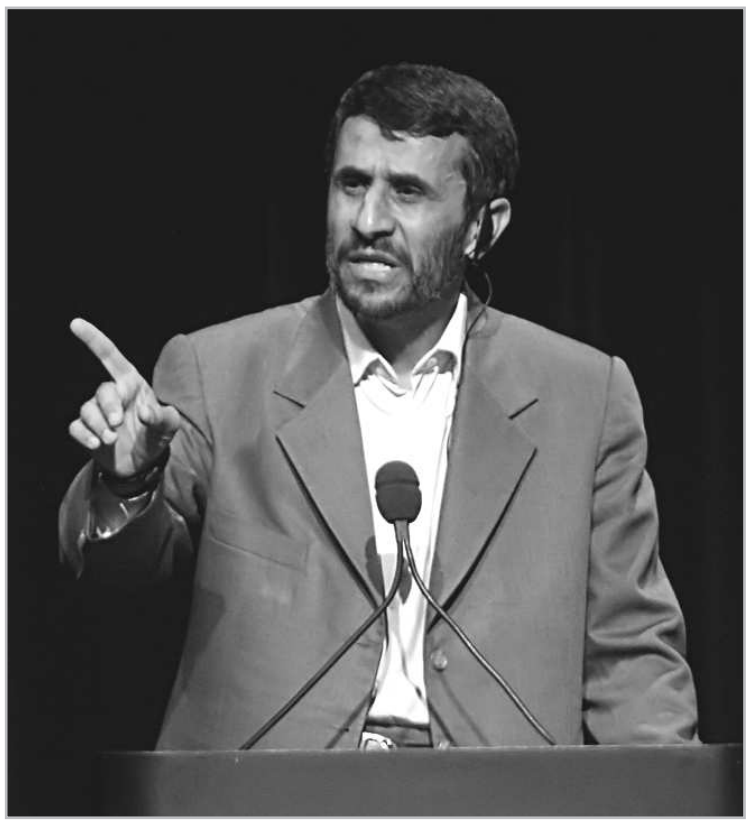
1 - La Hongrie s'est vu réduite des deux tiers, environ, de ce qu'elle était avant 1917.

❑ IRAN

On siffle la fin de l'entracte

M. Ahmadi Néjad restera président de la République islamique, dont l'objectif prioritaire est de fabriquer sa bombe nucléaire. C'est son assurance de survie. Cette farce électorale tragique, source de sévères désillusions, l'y a aidé.

La désillusion occidentale, et celle d'une partie de la jeunesse téhéranaise, sur l'issue du "scrutin" présidentiel en Iran a été rapide. Trop rapide. Nous avons été, probablement, le seul organe de la presse française à écrire sans ambages que le régime des mollahs ne pouvait que faire réélire M. Ahmadi Néjad. La victoire des "modérés", le "printemps de Téhéran", la "révolution de velours à l'iranienne"... n'ont pas eu lieu. Car ils ne le pouvaient pas.



Ahmadi Néjad représente la rigidité du régime, le pire aspect d'un islamisme qui n'est pas réformable et qui aura une mort violente.

Un jeu bien réglé

On a volontairement omis de dire à l'opinion occidentale, dès le début, que le jeu était truqué. Les chancelleries, certes, le savaient. Mais elles aussi sont entrées dans le jeu pour faire croire à l'opinion qu'un libre et vrai scrutin allait se dérouler en Iran. En fait, entre les quatre candidats désignés par le pouvoir, il n'y avait pas de différence fondamentale, à peine quelques divergences sur les détails. Aucun ne mettait en cause le fondement théocratique du régime. Ils en étaient tous des "barons". Aucun ne mettait en cause l'existence des tribunaux d'exception, des milices répressives échappant à toute légalité, des fondations mafieuses qui pillent l'économie iranienne.

Mir Hossein Moussavi, le Premier ministre le plus répressif de l'histoire de la République islamique, avait une allure plus présentable pour les jeunes et pour les occidentaux. Sa femme, artiste peintre très "branchée" et très "libérée" sous la monarchie, a contribué à lui donner une image sympathique. Mais il n'avait aucun projet précis. Comme les trois autres. On a ainsi fait "jouer à l'élection" et, une fois de plus, une certaine presse à l'étranger a joué le jeu. Et des milliers de jeunes des "quartiers favorisés" de Téhéran ont cru à un espoir de libéralisation ; eux qui ne rêvent que de cela.

Les vrais décideurs du régime autour d'Ali Khaménéi, guide suprême de la Révolution, de son fils qui tire les ficelles, des patrons de fondations et des chefs des Pasdaran, ont jugé que le jeu pouvait se révéler dangereux *in extremis*. Dès lors, la décision a été prise que M. Ahmadi Néjad serait élu dès le premier tour, avec un score honorable pour Moussavi afin de sauver les apparences.

Fraude générale

En fait, à l'exception de la capitale où les opérations électorales ont été à peu près convenables en raison de la présence de la presse étrangère, la fraude a été générale presque partout. Tout le monde en convient. Mais comment le prouver et à qui ? Tel est le problème.

La révolte de la désillusion

Les faux espoirs de la jeunesse, surtout à Téhéran, expliquent la révolte qui a suivi la proclamation des résultats. La répression a été d'une extrême brutalité. Le monde entier n'a pu en voir que quelques scènes. Car les caméras ont été souvent confisquées par les Pasdaran. Il y a de nombreux blessés et peut-être des morts. Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées. Elles seront sauvagement battues, torturées. Dans deux à trois jours, on n'en parlera plus en Occident. Le rideau tombera à nouveau sur l'Iran.

Aucune association, aucune "autorité morale" (sic), aucune personnalité officielle n'a exprimé, jusqu'au moment où nous écrivons, ce lundi matin, la moindre émotion. Mme Rama Yade, si prompte dans certains cas, est aux abonnés absents. Où sont les défenseurs des droits de l'homme ? Leur voix serait pourtant la seule à pouvoir venir en aide aux Iraniens.

Et maintenant ?

La régime de Téhéran a gagné un répit. Son objectif prioritaire est de fabriquer sa bombe nucléaire. C'est son assurance de survie. Cette farce électorale tragique l'y a aidé. Il l'aura dans quelques mois. Il est donc fort probable que le régime va se durcir dans les prochains jours. Tant sur le plan extérieur, qu'à l'intérieur. La fin de l'entracte vient d'être sifflée. Tout va recommencer. Jusqu'à ce que tout explose. C'est peut-être le seul aspect positif de l'élection de M. Ahmadi Néjad. Il représente la rigidité du régime, le pire aspect d'un islamisme qui n'est pas réformable et qui aura une mort violente.

Pascal Nari

BONNE NOUVELLE AU LIBAN

Les résultats des nouvelles élections législatives au Liban constituent une bonne nouvelle tant pour le pays que pour la région. Cela est assez rare pour ne pas être souligné. Une victoire du Hezbollah, financé et manipulé par Téhéran et ses alliés chrétiens, était à craindre. Le Liban, à peine apaisé, serait retombé dans la tension et les affrontements intercommunautaires. C'est le contraire qui s'est produit.
Des 128 sièges du Parlement, l'Alliance dite du 14 mars en obtient 71. Elle est composée des partisans de l'ancien Premier ministre Rafig Hariri menés par son fils Saad, des Druzes de Walid Djoumblatt, des Forces libanaises de Samir Geagea et du Parti phalangiste de l'ex-président Amine Gémayel. Une coalition de sunnites, de chrétiens et Druzes que l'on pourrait qualifier de pro-occidentale.
Le Hezbollah et ses alliés chrétiens ou shi'tes (Amal) obtiennent 57 sièges. Une minorité importante, mais moins qu'on ne le redoutait.
Il faudra maintenant former un gouvernement. Non pas majorité contre minorité : cela conduirait à des conflits voire des affrontements ; mais de coalition, d'union nationale comme l'immense majorité des Libanais le souhaite. Les Occidentaux – Américains et Français en l'occurrence – soutiennent une telle issue. Quid de Damas et surtout de Téhéran ?

DAMAS ET TÉHÉRAN

L'attitude syrienne est, depuis un certain temps, plus modérée. Damas n'est pas intervenue dans les élections. C'est une première. Quelle sera l'attitude des ayatollahs après la victoire d'Ahmadi-Nejad, adepte de la théorie de "tension permanente" chère à son maître à penser Khomeiny ?
Le pouvoir iranien, désireux surtout de se servir du Liban et du Hezbollah comme d'un atout dans son jeu régional, pourrait compliquer les négociations entre partenaires libanais. Un foyer de tension au Liban pourrait empêcher les Occidentaux de se concentrer sur d'autres sujets dans la région, surtout sur le problème de l'armement nucléaire iranien, priorité de Téhéran.
Les Occidentaux devraient tout faire – pressions amicales directes, encouragements indirects venant des pétro-monarchies du Golfe persique et du grand allié égyptien – pour favoriser une solution d'union. Quitte à en faire payer le prix à Damas par quelques gestes amicaux ou concessions, car l'accord, ou tout au moins la neutralité syrienne dans cette affaire est nécessaire.

P.N.

RÉALISME OU ANGÉLISME ?

Barack Obama a proncé à l'intention des musulmans un discours plein de bonnes et louables intentions, mais assez éloigné de certaines réalités géopolitiques et historiques.

L'obamania ambiante et dominante a fait applaudir, surtout par la presse et les médias audiovisuels français, le discours prononcé au Caire par le président des États-Unis. Nous sommes plus nuancés.
À qui s'adressait-il ? À l'Islam, au monde islamique, aux musulmans en général ? En fait il était destiné au monde arabe, presque 20 % de l'ensemble musulman, et partiellement à l'Iran dont l'antagonisme millénaire avec les Arabes est bien connu.
Il exprimait le respect et la compréhension du président américain envers l'Islam. Personne ne le contredirait sur ce point. Mais en donnant des leçons, par exemple à la France sur le problème du "voile"... On pourrait rétorquer : pourquoi n'a-t-il pas tenu le même langage notamment en Arabie séoudite pour demander que les musulmans rigoristes respectent les us et coutumes des autres peuples ? Langage donc quelque peu démagogique. Barack Obama tient à plaire aux musulmans rigoristes, sinon extrémistes. Est-ce un service rendu à l'ensemble du monde musulman ? Quant au problème israélo-palestinien qui constituait le centre du message, il est juste de dire que son propos est équilibré. Mais la rue arabe reste indifférente. On attend des actes car on a entendu trop de promesses,.

COMME JIMMY CARTER...

Washington est-il en mesure d'imposer une solution équilibrée aux Israéliens ? Pourra-t-il, enfin, faire preuve de fermeté à l'égard de l'ultraradicalisme islamique, en actes et non pas en paroles ? En Égypte même, les diplomates américains flirtent ouvertement avec les Frères-musulmans, inspirateurs de tous les excès islamistes. En Tunisie comme au Maroc, ils souhaitent les intégrer, au nom de la démocratie, dont ces islamistes se moquent, dans le jeu politique. Alors, qui et surtout que croire ?
Le président Obama, dont la politique économique intérieure commence à connaître des succès, tient pour le moment sur le problèmes du Proche et du Moyen-Orient un discours plein de bonnes et louables intentions, mais assez éloigné de certaines réalités géopolitiques et historiques. Cela nous rappelle, hélas, un certain Jimmy Carter.
Les dures réalités finiront par s'imposer. La "victoire" électorale de M. Ahmadi-Néjad en est une illustration. Les Américains finiront, à leur habitude, à y faire face. Comme Ronald Reagan a dû le faire après Carter. Mais entretemps, le prix que certains pays payeront, pourrait être très élevé. Attendons les actes.

P.N.

» PURIFICATION ?

PANIQUE à San Diego. En quelques jours, trois hommes sont retrouvés morts ligotés sur un lit, victimes de morsures de serpents. Près des corps, des citations bibliques.

Chargé de l'enquête, le sergent Moynihan, qui se débat dans un divorce douloureux, croit à une affaire facile. Après tout, il n'y a pas tant de gens capables de manipuler les reptiles ! Sauf depuis qu'ils sont des animaux de compagnie à la mode...
Lancé sur de fausses pistes, mis à pied, Moynihan, pour sauver sa carrière, possède un ultime indice. Trente ans plus tôt, dans l'Alabama, un prédicateur a tué sa femme exactement de la même manière. Le seul problème étant que la population d'un bled perdu, berceau d'une secte protestante fondamentaliste, se montre peu coopérante quand on lui pose des questions.
Le Baiser du serpent de Mark Sullivan, plus qu'une intrigue démoniaque et très efficace, est une plongée hallucinante dans le monde, bien réel, des communautés anabaptistes qui croient purifier leurs fidèles en jouant avec les serpents les plus venimeux de la planète. C'est aussi l'Amérique et pas la moins surprenante.

* *Mark Sullivan* : Le Baiser du serpent. *Robert Laffont, 397 pages., 21 euros.*

» SACRILÈGE

GRANDE FÊTE mondaine ce samedi 13 juin à Dinard. Le richissime homme d'affaires François Pinault inaugurait l'exposition de sa collection privée d'"art" contemporain, intitulée *Qui a peur des artistes ?*
Les quelque 450 invités étaient priés, avant le grand raout, de se laisser gentiment choquer et de se pâmer d'admiration, par exemple, dit-on, devant un véritable cœur de cochon transpercé d'un poignard d'argent... Étaient là : Jacques Chirac, ancien président de la République, grand amateur des "arts premiers", mais qui ne fit aucun commentaire, et Mgr Jean-Michel Di Falco, le très médiatique évêque de Gap, tout heureux de retrouver ici la *Pieta* de Paul Fryer qu'il avait exposée dans sa cathédrale le dernière Semaine sainte, immonde insulte à Jésus-Christ représenté affalé sur une chaise électrique !
Cette horreur destinée à faire oublier le sacrifice du Christ en croix va donc rester exposée une partie de l'été, comme pour inviter les touristes à participer au sacrilège. Signe tragique de ce qu'est devenue la "culture"...

M.F.

❏ PROMENADE LITTÉRAIRE

Oraison, prière et patrie

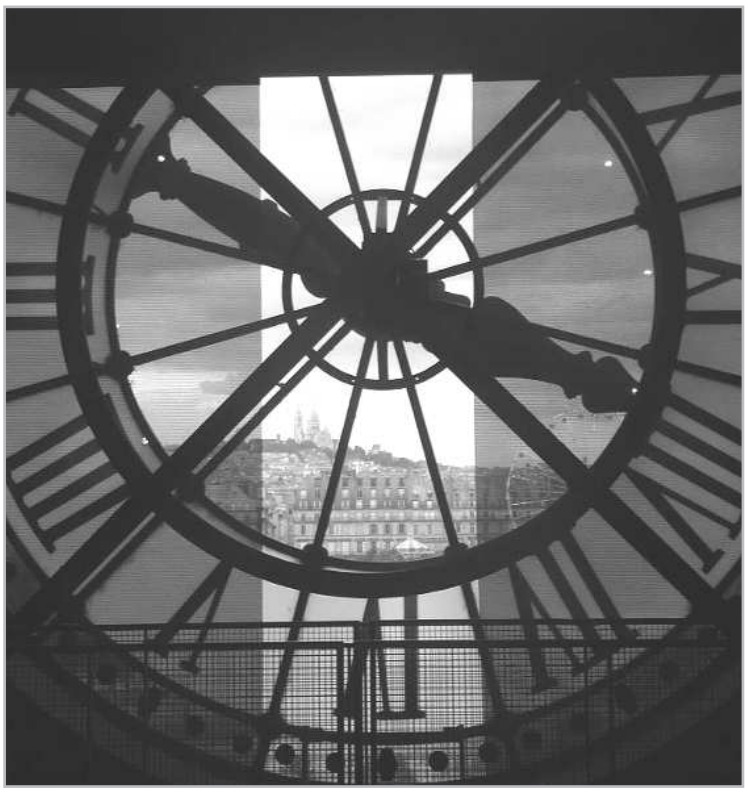
Notre conviction ardente et constante dans les vertus d'une méditation de l'Histoire implique un enchaînement des oraisons. Elles jalonnent la route que nous empruntons à la suite des pèlerins du temps...

Les saints sont les témoins du Temps et les veilleurs des vieux pays ; et nos prières sont la mesure de la vie, du souvenir et de l'histoire. Nous ne connaîtrons pas sans doute tous les bienheureux, leurs existences, leurs épreuves et leurs sacrifices : tous les jours à nous donnés par la Providence n'y suffiraient pas... Et pourtant il nous semble parfois, et souvent même, que d'étranges, d'émouvantes conjonctions apparaissent entre des faits, des lieux, des personnages qui au premier abord ont été conçus comme bizarres ou tout au moins liés à des mystères inséparables de nos paysages coutumiers.

Le prestige poétique de la patrie

Tels sont les premiers exemples d'une méditation inséparable du prestige poétique de la patrie. Cette réflexion est déjà le début d'une oraison. Observant ces temps derniers, à la rubrique des décès quotidiens, un nombre croissant de centenaires, le personnage du vieillard Siméon m'est revenu en mémoire.

Le prophète dont les paroles accompagnèrent la première enfance de Jésus me fit revoir fortuitement une image de mon pays d'autrefois, cette "Côte Saint-Siméon", sur la route d'Auxerre à Paris, point de départ de promenades vers les campagnes, toujours pour moi encore remplies d'échos, de significations pressenties, mais inexpliquées et provisoirement inexplicables.



La notion de patrie appelle la notion de temps.

J'unis dans ma pensée le vieillard Siméon et saint Moré le martyr enfant qui donna son nom au village de mes aïeux. Ainsi, peu à peu, s'est constituée dans mon esprit l'image attendrie, énigmatique et toujours nécessaire de la patrie. D'autres témoins de l'Histoire, d'autres pèlerins du Temps sont venus : la route sacrée est jalonnée d'oratoires et nous avançons avec notre "lumière de fidélité" comme en la nuit de Noël les villageois pèlerins portant chacun une tremblante lanterne.

Ténacité

Fidélité, ténacité au long des jours, foi en l'Autre-Monde, nécessaire à celui-ci.... Chacune de ces démarches d'oraison, ces instants de vénération dans le cours mêlé de nos pensées, c'est une prière modeste ajoutée au prestigieux et mystérieux édifice : la patrie par la prière, la prière par et pour la patrie. Nous pratiquons un exercice spirituel variable dans ses occasions, ses nuances, ses offrandes : un service dédié à Dieu, à l'homme, aux défunts ; toutes les voûtes et les arcades du pays natal et ancestral. Nous sommes déjà persuadés qu'il n'y a pas en ce monde et en cette vie de service sans oraison.

Terre des Aïeux

La notion de patrie appelle la notion de temps. Notre conviction ardente et constante dans les vertus d'une méditation de l'Histoire implique un enchaînement des oraisons. L'oraison restitue une dignité aux heures mêmes qui apparaissent comme vides et paresseuses. « *Reposez-vous maintenant* », dit le Seigneur.

Il ne faut point mépriser tous les "temps morts" auxquels les *Pater* et les *Ave* confèrent un mérite de serviteurs dévoués et de fidèles servantes. Et nous pensons aussi aux troublantes alternances de paix et de guerre, dont l'incohérence est compensée par l'enchaînement persévérant et même obstiné des chapelets.

La patrie unit et exalte les offrandes de l'âme, et ses récriminations aussi bien que ses louanges et grâces-rendues, au long des jours. La « *Terre des Aïeux* », comme dit la Chanson de Roland, pour les vieux fidèles comme pour les tard-venus de la Foi, unit et justifie toutes les offrandes, enthousiastes, maugréeuses et dolentes, ou machinales et simplement rituelles, de l'homme dans les jours bigarrés de son existence.

Jean-Baptiste Morvan

CHŒUR MONTJOIE SAINT DENIS

CHANTS DE LA VIGNE ET DU VIN

Préface de Pierre Chaumeil

Avant même les vendanges, la cuvée 2009 des vins de France s'annonce excellente. Le Chœur Montjoie Saint Denis nous offre en effet un grand cru avec les *Chants de la vigne et du vin* qui réjouiront tous les amoureux du vin, du viticulteur au consommateur, sans oublier les marchands de vin et autres bistrotiers.
« *Les chants réunis ici ont été parolés et composés lors des vendanges et des dégustations par quelques poètes du vin ou par des petits vignerons eux-mêmes, ravis du goût délectable de ce qu'ils avaient réussi à élaborer. C'était avant que l'on nous rabâche la modération* », souligne fort à propos notre collaborateur et ami Pierre Chaumeil, journaliste gastronomique et connaisseur s'il en est des meilleurs crus, dans la préface du livret qui – superbement illustré – contient les paroles de tous les chants. Rue de la Soif, on peut donc d'ores et déjà prédire que la sortie de ce nouveau CD sera particulièrement bien arrosée !
Si la France s'enorgueillit d'avoir plus de 365 fromages différents, on ne compte plus chez nous les crus millésimés comme les "bons petits crus" et presque autant de chants à boire nés bien souvent au cours d'agapes ou de banquets. La "sélection du mois", comme on dirait chez Nicolas, a donc été très difficile.
Vin oblige, le Choeur en a retenu vingt, plus un bénédicité de circontance qui nous vante le "Vin clairet".
De *La Bourguignonne* à *Chevaliers de la Table ronde* en passant par *Le Vin gaulois* ou *Le Tourdion*, ces chants de tradition interprétés avec passion constituent une véritable ode aux vins de France et un bel hommage à tous nos vignerons. Un CD à écouter et à chanter, bref, à déguster sans modération !

* *CD de 43 minutes comprenant 21 chants, accompagné d'un livret de 32 pages en quadrichromie. Prix : 20 euros + 3 euros de port. Commandes à Service de diffusion du Chœur Montjoie Saint Denis, 266 avenue Daumesnil, 75012 Paris ou www.choeur-montjoie.com*

L'ADIEU AU HUSSARD

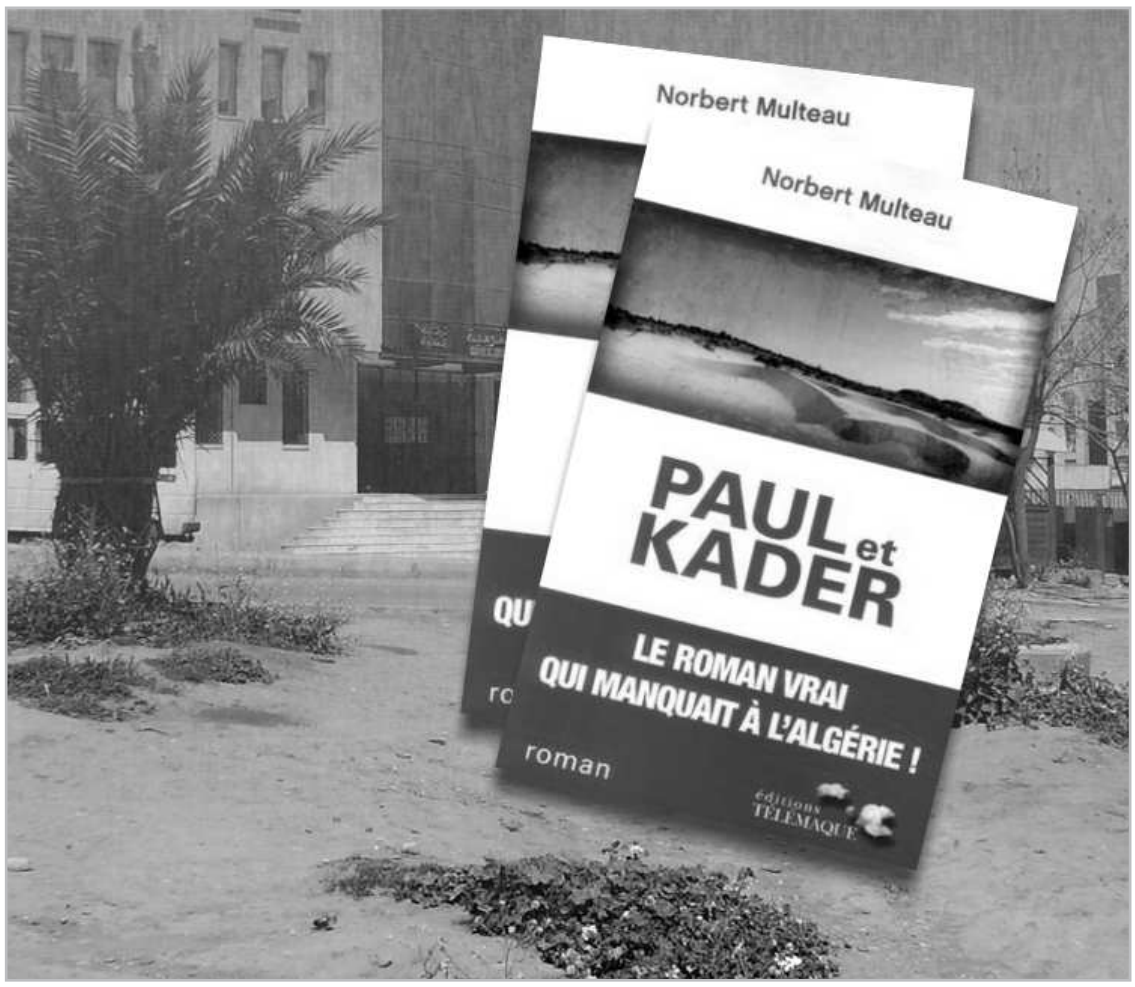
C'est en l'église Saint-Hubert, blottie au fond d'un vallon verdoyant de Loverval, poumon de ce pays noir qu'est Charleroi, que les amis de Pol Vandromme lui ont dit adieu. Des anonymes mais aussi quelques visages connus. Les sensibilités politiques, philosophiques étaient transgressées. C'était l'hommage dû au talent et le témoignage de l'amitié. Le bel adage d'Aragon s'y trouvait illustré. Il y avait « *ceux qui croyaient au Ciel et ceux qui n'y croyaient pas* ». On reconnaissait Guy Spitaels, ministre d'État, ancien président du PS, et Jean Haller "sage"... de la démocratie-chrétienne qui, quinze ans durant, fut président du conseil d'administration de la *RTBF*, la radio-télévision belge de langue française.
L'Académie royale de Langue et de Littérature française de Belgique était représentée par son secrétaire perpétuel Jacques De Decker et l'académicien Jean-Baptiste Baronian. Marc Danval, un des plus brillants collaborateurs de la radio, apporta l'écho de la chronique qu'il avait consacrée à l'ami disparu. Les petits-enfants évoquèrent avec émotion le souvenir d'un grand-père pas comme les autres. Il n'est pas si fréquent d'avoir, étant enfant, dansé sur les genoux du "dernier des Hussards". Ce Hussard qui, en vidant la selle, a su « *mourir en beauté parmi les siens dans la fratrie retranchée, les idées justes, les sentiments généreux, les mots de l'amitié aux lèvres...* »

Luc Beyer deRyke

❑ ROMAN

Pour en finir avec la nostalgie

Ancien secrétaire de rédaction à *Aspects de la France*, puis critique de cinéma à *Valeurs Actuelles* et *Spectacle du Monde*, Norbert Multeau, vient de publier un roman : *Paul et Kader*. C'est un roman "des origines" qui revient à son Algérie natale. Pour en finir avec la nostalgie. Il s'en explique pour *L'AF*.



***L'ACTION FRANçAISE 2000* - Contrairement à beaucoup d'autres, votre roman ne raconte pas ce que fut la douceur de vivre au paradis perdu...**

NORBERT MULTEAU - Non, mon Algérie est celle du Sud, rude, aride, où la condition des colons français était à peine plus enviable que celle des Arabes. Ce décor et ces personnages n'apparaissent pas souvent dans la littérature romanesque consacrée à l'Algérie. Pour la plupart des métropolitains et même des Algérois, l'Algérie, c'était Alger avec quelque chose autour. Le bled, c'étaient des contrées sauvages où l'on s'aventurait le moins possible. Pourtant il y avait là une humanité vivace et pittoresque mais qui ne faisait pas de bruit. J'ai trouvé équitable et amusant de la mettre en scène.

Réalité algérienne

***L'AF 2000* - L'Algérie, la guerre, les Arabes, les pieds-noirs, pensez-vous que cela intéresse encore beaucoup de monde en France ?**

N.M. - On n'en aura jamais fini avec l'Algérie. Certes, les Français qui ont vécu sur cette terre française et l'ont quittée en 1962 sont de moins en moins nombreux. Près d'un demi-siècle a passé et même leur nostalgie n'est plus qu'une mélancolie. Mais leurs enfants et petits-enfants veulent savoir. Ils posent des questions, ils font des recherches. Quant à ceux qui font l'opinion en France et qui professent que le fait colonial fut un pêché capital, cela peut changer. L'opinion aussi est soumise à des cycles. Un jour, des historiens réviseront les mensonges d'une histoire scélérate et rendront justice à l'œuvre de la colonisation, ne serait-ce qu'en constatant ce que tout le monde voit bien : que l'indépendance de l'Algérie n'a pas fait le bonheur des Algériens.

***L'AF 2000* - Mais votre roman n'est en rien politique ou idéologique ?**

N.M. - En rien. L'intrigue est enracinée dans la réalité algérienne et ce que l'on a appelé "les évènements" (1954-1962). Mais c'est une histoire qui pourrait se dérouler à une autre époque, en d'autres lieux (pendant les guerres civiles d'Espagne ou d'Irlande, pendant la Révolution française). La guerre n'est pas le sujet, elle n'est qu'une toile de fond offrant des péripéties tragi-comiques à l'histoire d'une amitié. Là, il s'agit d'un jeune Français et d'un jeune Arabe. Ils sont ballottés par l'absurdité du temps qui les plonge dans des situations tantôt burlesques, tantôt dramatiques où il est difficile d'être à la fois solidaire de sa communauté ou de son parti ou de son clan, et loyal envers l'ami d'enfance qui n'est pas du même bord, tout en veillant à ne pas se faire tuer. Ils n'ont pas l'étoffe de héros, ce sont plutôt des zigotos, mais que la fatalité oblige parfois à être héroïques. Et par nature, ils sont toujours enclins à prendre le parti du rire contre celui des larmes. Car les situations les plus dramatiques ont toujours quelques aspects bouffons auxquels, sous ce ciel d'Algérie toujours riant, on est plus sensible et plus prédisposé qu'ailleurs.

Osmose

***L'AF 2000* - Justement, ne craignez-vous pas qu'on vous reproche de "rigoler avec ces choses-là" ?**

N.M. - En Algérie, le rire était la chose la mieux partagée. J'ai une pleine bibliothèque de livres sur la guerre d'Algérie. Il en est peu qui m'aient seulement fait sourire. Il est vrai qu'il n'y avait pas de quoi. Si j'ai mis en exergue le vers de Rimbaud, « *Mais vrai, j'ai trop pleuré* », c'est pour signifier qu'on a assez pleuré comme ça, et qu'il est temps de rire. Et pour rire à l'aise, j'ai pris le parti d'ignorer que le sujet "Algérie" est désormais clôturé de barbelés idéologiques. Les situations dramatiques sont désamorcées par l'humour, les clichés sont retournés cul par-dessus tête, ce qui offre des aperçus incorrects, et pas seulement politiquement...

***L'AF 2000* - En effet, il y a des scènes assez gratinées …**

N.M. - Elles sont sans complaisance et virent au grotesque et à la dérision, ce qui est bien frustrant pour les amateurs. Mais il est vrai que dans un pays et à une époque où les jeunes filles se gardaient pures jusqu'au mariage, les garçons de vingt ans ne pensaient qu'à ça, et les bordels étaient florissants.

***L'AF 2000* - Vous peignez les Français du bled comme des êtres un peu frustes, un peu incultes.**

N.M. - Ils l'étaient. Nous ne sommes pas dans la bourgeoisie algéroise, mais chez les "petits Blancs" du Sud, proches des Arabes, vivant en osmose avec eux. Comme les "petits Blancs" des romans sudistes américains (de Faulkner, Steinbeck, Caldwell) vivaient en osmose avec les nègres.

***L'AF 2000* - Les Arabes sont très présents.**

N.M. - Comme ils l'étaient dans la réalité de ces villages du Sud. Je me suis toujours demandé comment faisaient certains écrivains pour raconter des histoires de gens vivant en Algérie sans qu'y soient mêlés des Arabes. Même chez Camus, Roblès, Jules Roy, on en voit peu. Les Arabes ? Bof ! Des figurants muets. Ils ne s'y intéressaient que pour en faire des instruments de leur procès, en culpabilisation contre la France. Mon roman a une singularité, c'est qu'il est écrit par un Français qui parle l'arabe, parle des Arabes sans haine ni mépris et, parfois même, pense en arabe.

***L'AF 2000* - Est-ce que le village de Rimbaud a existé ?**

N.M. - Non, mais il y en eut un qui s'est appelé Arthur... où je suis né et où j'ai vécu une vingtaine d'années. Et toute différence entre Rimbaud et Arthur n'est que licence poétique.

Le choc des civilisations ?

***L'AF 2000* - Dans votre roman, les civilisations ne s'entrechoquent pas tellement.**

N.M. - Ce fameux "choc des civilisations" est une notion, et même une réalité, qui n'est apparue que récemment, depuis que le rapport de force a tendance à s'inverser. En Algérie, ce n'était qu'un "fourbi dans le gourbi franco-arabe" offrant une source supplémentaire d'occasions de rire. Du moins, c'était comme ça que, dans le bled, on vivait les choses.

***L'AF 2000* - On rit beaucoup en lisant votre roman. Est-ce que la dérision est le ton qui convient pour parler d'événements qui ont causé tant de morts et de souffrances ?**

N.M. - Il y a des scènes atroces, des tueries barbares, perpétrées par le FLN. Je n'ai rien escamoté. Il est bien clair que le drame des Français d'Algérie et celui de l'armée sont des crimes imprescriptibles. Cela on ne le dira jamais assez. La nouveauté c'est que je le dis en abandonnant le ton geignard et mélodramatique, je le dis en riant. La dérision ne touche pas l'horreur et la douleur, elle dit seulement que même dans les pires moments, ces réprouvés ont du mal à prendre leur fatal destin au sérieux. La dérision, c'est l'autre face d'un thème cher à Albert Camus : l'absurdité. Et Dieu sait si l'affaire d'Algérie fut absurde !

***L'AF 2000* - Ne craignez-vous pas de renforcer l'opinion qui veut que les pieds-noirs ne sont pas des gens sérieux ?**

N.M. - Et quand bien même ? ... J'aimerais qu'on dise que ce roman est à l'image du pays : pendant la tragédie, la comédie continue.

Propos recueillis par Dominique Gardes

** Norbert Multeau : Paul et Kader, de. Editions Télémaque. 360 pages, 20 euros.*

Un vrai et grand roman sur l'Algérie. Un thème d'une audace rare dans le genre humour à la Twain, appliqué au malheur. Le bled, l'ambiance, la nature des personnages étonnants... C'est une tragédie avec un ton parfaitement original, une marche vers la mort en riant.

Frédéric Musso

L'ACTION FRANÇAISE 2000 **TARIF DES ABONNEMENTS**
(paraît les 1er et 3e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an)	**76 €**	**5.** Abonnement de soutien (un an)	**150 €**
2. Premier abonnement Étranger (un an)	**85 €**	**6.** Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	**60 €**
3. Abonnement ordinaire (un an)	**125 €**	**7.** Outre-mer (un an)	**135 €**
4. Abonnement de six mois	**70 €**	**8.** Étranger (un an)	**150 €**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....
Tél. ..... Courriel .....

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
Bulletin à retourner à *L'Action Française 2000*
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

❑ CETTE ANNÉE-LÀ

1095 : Prudence capétienne

Au lieu de courir après la gloire, Philippe Ier améliora l'administration de son domaine, restant à l'affût des successions laissées vacantes par tel seigneur ayant dû s'endetter pour acheter son équipement de croisé...

Cette année-là, la trente-cinquième de son règne, Philippe 1er, quarante-trois ans, traversait une période pour lui fort délicate. Troisième successeur d'Hugues Capet, premier roi à se prénommer Philippe en souvenir des rois de Macédoine dont prétendait descendre sa mère Anne de Kiev, il avait, de par la volonté très sage du roi Henri 1er son père, été sacré à six ans. Roi à huit ans, il s'était formé au cours de voyages épiques avec son oncle le régent Baudouin V, comte de Flandre. Quand il avait pris effectivement le pouvoir à quinze ans, le royaume était relativement paisible et en pleine floraison religieuse, intellectuelle et artistique au sein d'une Europe essentiellement chrétienne.

Philippe Ier et Bertrade par Paul Lehugeur, XIXe siècle

Normandie

Toutefois, le 29 septembre 1066, Guillaume, duc de Normandie, gendre du régent Baudouin, s'était emparé de la couronne anglaise, s'élevant aussi haut que le roi de France son suzerain... Après avoir réglé les conflits qui déchiraient la Flandre en épousant à dix-huit ans Berthe de Hollande, Philippe 1er avait dû veiller à ce que l'autorité de Guillaume, devenu pour tous "le Conquérant", s'exerçât le moins possible en Normandie. Intervenant sans cesse dans cette province, il avait même soutenu les ambitions du fils aîné du Conquérant, Robert Courte-Heuse, un imbécile et un jouisseur pressé de gouverner la Normandie, mais qui la gouvernait si mal qu'à la mort de Guillaume (1087) le cadet de ses enfants Guillaume le Roux, devenant roi d'Angleterre, se soucia de remettre de l'ordre sur le continent. Philippe 1er, qui avait profité de ces escarmouches pour s'emparer du Vexin français, ne voyait pas avec plaisir l'Angleterre reconquérir la Normandie...

Élan de foi

Soudain, les esprits s'échauffèrent très vite, dans un gigantesque élan de foi, pour une tout autre cause : délivrer le tombeau du Christ des mains des Turcs Seldjoukides qui s'étaient emparés de Jérusalem. En cette année 1095, le pape Urbain II était le 15 août au Puy prêchant la croisade à une immense foule et en septembre au concile de Clermont lançant aux chevaliers un appel pathétique à partir pour la Terre sainte.

Or le roi Philippe ne put participer à ce vaste élan de jeunesse. Ce même concile de Clermont lançait contre lui l'excommunication ! Car il venait de répudier après vingt ans de mariage la reine Berthe de Hollande, pour se jeter dans les bras de la trop belle intrigante Bertrade de Montfort qu'il avait enlevée à son mari le peu sympathique Foulque le Réchin, comte d'Anjou. À ce même Foulque, son allié contre Guillaume, Philippe avait déjà pris en 1068 le Gâtinais pour se faire payer sa neutralité dans le conflit qui l'opposait à son frère Geoffroy le Barbu... Il avait alors œuvré pour agrandir le royaume, mais, en enlevant une femme mariée il avait tout simplement, en dépit de l'évêque laxiste de Senlis qui bénit ce mariage adultère, poussé le pape à lancer l'interdit sur le royaume de France. Désormais les cloches s'arrêteraient de sonner dans les villes que traverseraient les époux concubins. Bertrade, femme "moderne" avant l'heure, n'allait pas hésiter un jour à se montrer toute rayonnante assise entre ses deux maris, le légitime et l'illégitime...

Cet engourdissement sensuel contrastait fort avec les hauts faits que réalisaient au même moment pour le Christ tant de chevaliers, européens, dont Godefroy de Bouillon, qui prirent Jérusalem le 15 juillet 1099, y fondant même un royaume. Faut-il gloser sur l'indolence de Philippe ? Il n'empêcha personne de partir à la Croisade : son propre frère Hugues de Vermandois s'y précipita comme toute la fine fleur de la noblesse française. Mais pour lui, roi d'un royaume encore jeune et fragile, aurait-il été sage d'abandonner la place sans véritable espoir de revenir un jour ? Grand capétien, paysan prudent et rusé, il préféra, au lieu de courir après la gloire, continuer la tâche ancestrale : faire la France, améliorer l'administration de son domaine (il délégua l'autorité à des prévôts) et surtout utiliser les circonstances en restant à l'affût des successions laissées vacantes par tel seigneur ayant dû s'endetter pour acheter son équipement de croisé. Ainsi réunit-il à la couronne la vicomté de Bourges.

Le "pré carré" s'agrandit

Philippe 1er arrondit considérablement le pré carré capétien. Il ne connut pas que des moments heureux avec Bertrade, très méchante à l'égard de ses enfants. Il semble toutefois qu'en annonçant sa volonté de cesser les pratiques simoniaques (le commerce des charges ecclésiastiques) il se soit réconcilié avec le pape Pascal II. À sa mort en 1108 au soir d'un règne de quarante-huit ans, reconnaissant le scandale qu'avait été une partie de sa vie il demanda à être inhumé non à Saint-Denis, comme ses prédécesseurs, mais à l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, tandis que son fils Louis VI le Gros s'apprêtait déjà à dompter les grands barons et à protéger ainsi le peuple de France (*L'Action Française 2000*, du 5 mars 2008, année 1108).

MICHEL FROMENTOUX

» CARRÉ MAGIQUE

Secrètement converti au christianisme, le sénateur Pison fait l'objet d'un chantage de la part de l'impératrice Poppée, férue d'ésotérisme : ou il parvient à lui révéler le sens d'un cryptogramme chrétien, le carré magique supposé puissant talisman, ou elle le dénonce comme sectateur d'une religion interdite. Pour comprendre ce carré, faut-il remonter aux origines de l'Église ? Telle est la mission dont Pison, affolé, charge son neveu, Lucius Albinus, préfet de Judée : retrouver les derniers contemporains du procès de Jésus et les faire parler. Une tâche à laquelle Albinus s'attellerait volontiers s'il ne devait, dans le même temps, affronter, dans sa province, les prémices d'une insurrection. Découvert en 1936 à Pompéi, le « *carré Sator* », du premier mot de sa mystérieuse inscription, n'a pas livré tous ses secrets, et ses interprétations se multiplient. Alain Le Ninèze, à travers les supputations de l'oncle et du neveu, les livre avec brio à la sagacité du lecteur, qui trouvera peut-être d'autres lectures possibles. Cette énigme archéologique permet une relecture intelligente et documentée du règne de Néron, des commencements du christianisme et de la guerre des Juifs.

A.B.

* *Alain Le Ninèze :* Sator, l'énigme du carré magique. *Actes Sud, 235 p., 20 euros.*

» PRÉCISION

Dans notre précédent numéro, un article consacré à la guerre du Rif faisait allusion au désastre d'Anoual survenu en juillet 1921. Ce fut une défaite pour l'armée espagnole qui marqua la naissance du mythe d'Abdelkrim...

Les 400 ans du Québec

ASSAUTS CONTRE PORT ROYAL

LE 6 JUIN 1704, vingt-quatre vaisseaux et deux mille soldats britanniques arrivèrent devant Port Royal. Divisées en deux groupes, ces forces convergèrent péniblement vers le fort, harcelées par des tireurs embusqués. Le 11 juin, après avoir tenté une équipée pour anéantir le bétail acadien, quatre cents Godons rencontrèrent Saint Castin, essuyant de nombreuses pertes. Dans la nuit du 15 au 16, ils tentèrent une nouvelle attaque, durement réprimée par l'artillerie du gouverneur de Subercase.
Le colonel March abandonna dans son camp une bonne centaine de morts, avant d'être rejoint par trois navires, six-cents hommes et des membres du Parlement.
Les Anglais réapparurent devant Port Royal le 20 août 1707. Le gouverneur galvanisa ses maigres forces, soutenues par les habitants, la frégate de M. de Bonaventure, Saint Castin et ses Abénaquis. Cachés dans la forêt, des tireurs surprirent une centaine de chaloupes venues détruire des habitations. Le jeune Bernard-Anselme reçut plusieurs blessures pendant cette journée. Fatigués, les Britanniques se retirèrent hors de portée des canons du fort ; démoralisés, ils rembarquèrent le 30 août.

COMBAT IMPITOYABLE

Ils firent une dernière tentative le 31, de l'autre coté de la rivière, sous la protection de leur artillerie. Les embarcations approchèrent, guettées patiemment par Saint Castin. Dès qu'elles furent à portée, trois décharges successives semèrent la mort dans des rangs paniqués.
Les Anglais se retirèrent en désordre dans un combat impitoyable où Acadiens et frères Rouges leur firent payer chèrement la fourberie britannique. On s'expliqua avec couteaux, crosses, casse-tête et tomahawks. Saint Castin et deux chefs furent blessés. Mille cinq cents Britanniques s'enfuirent, terrorisés. Après un bref repos, les Français décidèrent d'en finir – toujours à un contre dix – en attaquant de nouveau : « *Les Anglais, démoralisés par leurs pertes et les terribles cris des sauvages dont ils avaient une extrême frayeur, coururent sans les attendre à leurs embarcations et s'y précipitèrent confusément pour regagner la flotte qui alla s'ancrer hors de portée des canons du fort. La nuit suivante, ils jetèrent à la mer de nombreux cadavres, car on en trouva ensuite beaucoup ramenés par le flot sur les grèves.* » *(La Nouvelle France)*
Ils retournèrent à Boston.

MARIÉ, IL DEVIENT CORSAIRE

Le 30 octobre, Bernard-Anselme épousa Marie-Charlotte Damours, issue d'une vieille famille acadienne. Le 6 juin 1708, le roi le nomma lieutenant et le confirma dans son poste chez les Abénaquis. En 1709, son sang bouillant le fit corsaire et il écuma les environs de Saint-Dominique, prenant trente-cinq navires et cinq cents prisonniers au cours de l'année.
Mais Port Royal tomba en 1710. Subercase avait résisté pendant huit jours avec ses cent cinquante-huit soldats et cent miliciens, contre trente-six vaisseaux et deux mille soldats britanniques. À ce moment-là, M. de Vaudreuil nomma Saint Castin commandant de toute l'Acadie, avec pour mission de harceler sans cesse les Britanniques. Il réunit les tribus et festoya avec elles. Les Anglais, inquiets, le firent prisonnier par une manœuvre fourbe. Ils n'hésitèrent pas à le "tourmenter" pour lui faire dire pourquoi il était convié dans ces assemblées. Il leur répondit qu'il était chef de tribu et que sa mère était abénaquis , « *qu'il était obligé d'entrer dans leur assemblée pour y soutenir leurs intérêts* ». Alors ses ennemis tentèrent de lui reprocher son appartenance aux troupes françaises ; il répliqua que son uniforme « *n'était pas un habit d'ordonnance, qu'il n'était pas au-dessus de sa condition, indépendamment même de l'honneur qu'il avait de servir dans nos troupes* ». Ce qui lui coûta cinq mois d'emprisonnement.

FRÉDÉRIC WINKLER

❑ ROME

Les Césars et la pourpre

L'idée que leur omnipotence conduisait à la folie les Césars romains s'est longtemps imposée ; une opinion à laquelle leurs biographes modernes adhérent de moins en moins.

S'il ne nous reste, du *De viris illustribus* de Suétone, que des bribes, ses *Vies des douze Césars* nous sont parvenues intégralement ou presque, indice de l'intérêt qu'elles suscitaient et qui multiplia les copies. Courant de Caius Julius Caesar, regardé comme responsable du changement de régime qui fit passer Rome de la République au Principat, à Domitien, ces douze biographies sont, en effet, irremplaçables. Suétone eut accès aux archives officielles et aux bibliothèques ; il consulta l'ensemble des sources disponibles dont l'essentiel a disparu. Innovant par sa méthode de travail, citant *in extenso* certains documents, témoignages, correspondances qui, sans lui, seraient perdus, il fit preuve d'un sérieux dont ses prédécesseurs se souciaient peu. Il attacha à la psychologie et au portrait une importance méconnue avant lui. Grand amateur d'anecdotes croustillantes, il donna dans la petite histoire, ce qui explique son succès durable auprès des lecteurs.

L'arrière-pensée de Suétone

Faut-il, pour autant, lui faire aveuglément confiance ? Non. Fonctionnaire de la dynastie antonine, Suétone ne travaillait pas sans arrière-pensée : prouver que le Principat était meilleur depuis que les Julio-Claudiens, puis les Flaviens, avaient cédé la place. C'est ce qu'il faut garder en mémoire lorsqu'on le déguste, dans un latin qui se lit quasi à livre ouvert. La collection *Classiques en poche* en poursuit la réédition, dans le désordre, et propose la version bilingue des *Vies de César et d'Auguste*, accompagnées d'une présentation, d'un appareil de notes, d'une chronologie et d'un glossaire. Indispensable.

S'il épargnait les fondateurs de la dynastie, Suétone s'acharna sur leurs héritiers. Nous lui devons l'effarant portrait laissé de Caius, dit Caligula, à la postérité, recopié d'abondance. Jean Malye a rassemblé chez les historiens antiques tout ce qui concerne le fils de Germanicus et d'Agrippina Major, volume inaugural d'une nouvelle collection, *La Véritable Histoire de...* César, *Le Rêve de Caligula*, nuancée, documentée. Avec une sympathie inattendue, elle offre les clefs permettant de déchiffrer le message politique de Caius, message que ses contemporains comprirent mieux qu'ils ne le disaient, et qui les consterna.

Avons-nous pour autant ici la véritable histoire de Caligula ? Ce n'est pas assuré, eu égard à l'incompréhension qui, de son vivant déjà, entoura un prince décrété fou furieux, capable de toutes les cruautés, jusqu'à devenir la figure du dégénéré issu de la consanguinité familiale et l'archétype du monstre déshonorant la pourpre. Livrés tels quels, sans critique ni commentaire, ces extraits ne peuvent que renforcer cette image à laquelle certains spécialistes ne croient plus guère.

La réhabilitation de Caligula

Connue pour ses travaux sur le Linceul de Turin, Maria Grazia Siliato propose, sous une forme romancée, une étude du troisième César, *Le Rêve de Caligula*, nuancée, documentée. Avec une sympathie inattendue, elle offre les clefs permettant de déchiffrer le message politique de Caius, message que ses contemporains comprirent mieux qu'ils ne le disaient, et qui les consterna.

Avec Caligula, s'affirme la revanche de ceux dont il est le descendant direct, ceux que l'histoire récente, la hargne d'Auguste ou de Tibère ont écartés du pouvoir. Caius est l'arrière-petit-fils de Marc Antoine, et ses mises en scène orientales sont des hommages au vaincu d'Actium. Il est le petit-fils de Julia, la fille d'Auguste, morte exilée par son père ; le fils de Germanicus, dont les enfants ont toujours cru qu'il avait été empoisonné sur l'ordre de Tibère, son oncle jaloux... Caligula hérite d'un siècle de haines familiales et d'un pouvoir que les Césars ne partageaient pas. Aux espoirs belliqueux, il oppose sa vision d'un empire pacifié, à la rationalité latine, le modèle oriental, tentation fatale aux dirigeants romains. La maladie mentale dont il souffrait conféra à l'ensemble une démesure suspecte, puis intolérable, et le conduisit à sa perte. Les travaux récents avaient démontré que le portrait antique était un repoussoir, une caricature conforme aux désirs de la classe dirigeante. Cependant, nul n'était allé aussi loin dans une tentative de justification ou de réhabilitation de Caligula. Cela donne à ce destin sanglant une dimension fascinante.

Intrigue policière enlevée

Caligula d'Allan Massie propose une thèse moins passionnée, mais informée et intelligente, comme tous les romans de cet auteur britannique qui porte sur l'Antiquité le regard indulgent, caustique ou choqué du parfait *gentleman*. Chargé par Agrippina Minor, dernière sœur de Caius et mère du futur Néron, de rédiger la biographie de l'empereur défunt, le narrateur, qui a participé au complot menant au meurtre de celui-ci, propose sa version des faits et se met en scène autant qu'il parle de l'objet de sa biographie. Sans jamais se donner le beau rôle. C'est parce qu'il apparaît sous les traits d'un carriériste lâche et d'une prudence suspecte que ce personnage livre une image vraie, quoique lamentable, de la Rome du Ier siècle. D'une étonnante modernité aussi.

Autre approche, plus légère, celle de Cristina Rodriguez dans *Les Mystères de Pompéi*. An 31 : Kaeso Concordianus Licinus, officier prétorien, s'est fait un ennemi de Séjan, favori de Tibère et préfet du Prétoire. Il a sauvé sa tête de justesse mais, éloigné de Rome, se retrouve chargé de la milice municipale de Pompéi, avec conseil de s'y faire oublier. Objectif peu dans son caractère. Une épidémie de meurtres frappe la ville, liée à un trafic de fausse monnaie. Un complot se trame qui a pour but de débarrasser Séjan du jeune Caius, dernier prince de la Maison impériale, garçon fantasque auquel Kaeso est attaché. Pour le protéger, le centurion prendra tous les risques. Cristina Rodriguez évoque, c'est rare, la Pompéi d'avant la catastrophe ; l'époque où Aelius Sejanus dirigeait l'empire et offre, de Caligula, un portrait de jeunesse tout en nuances. Cela donne une bonne reconstitution historique, une intrigue policière enlevée, des personnages pleins de verve, le tout avec talent et humour.

ANNE BERNET

* *Suétone* : Vies des douze Césars, César et Auguste. *Bilingue latin-français. Classiques en poche, Les Belles Lettres, 270 p., 9 euros.*
* *Jean Malye* : La Véritable Histoire de Caligula. *Les Belles Lettres, 222 p., 9 euros.*
* *Maria Grazia Siliato* : Le Rêve de Caligula. *Lattès, 435 p., 21,50 euros.*
* *Allan Massie* : Caligula. *Fallois, 280 p., 20 euros.*
* *Cristina Rodriguez* : Les Mystères de Pompéi. *Le Masque, 398 p., 8,50 euros.*

DE MARC À JULIEN...

Nul besoin de réhabiliter Marc Aurèle qui, toujours, a joui auprès de la postérité d'une heureuse réputation. Même les historiens chrétiens lui ont pardonné d'avoir instauré, contre l'Église, une législation sévère qui fit quantité de martyrs. On ne lui a pas davantage reproché d'avoir mêlé philosophie stoïcienne et superstitions, ni d'avoir été souvent malheureux au combat. Les qualités de l'homme, et le peu de plaisir qu'il prenait au métier impérial, ont séduit, et fait passer le bilan d'un règne peu glorieux. Qu'importe, puisque Marc demeure dans les mémoire le Bon Prince, l'idéal à atteindre. Les historiens antiques le disaient déjà. Paméla Ramos les a rassemblés afin de proposer *La Véritable histoire de Marc Aurèle*. Le résultat montre que l'affection ne se révèle pas plus juste ni exacte que la haine...

Marc comptait parmi les modèles de Julien ; cela ne fit pas du dernier prince de la dynastie constantinienne un personnage populaire. La faute à sa tentative de restauration des cultes païens, vouée à l'échec, ce que le jeune empereur, idéaliste et peu habitué à manier l'humanité, ne comprit pas. Tombé au combat en juin 363, après l'échec de sa campagne en Perse, peut-être tué par l'un de ses soldats, il resta dans l'Histoire comme l'Apostat. Surnom qu'il ne méritait pas.
Orphelin de mère à sa naissance, réchappé par miracle de la tuerie familiale de 337, lorsque, après le trépas de leur père et avant de s'entretuer, les fils de Constantin jugèrent bon de supprimer leurs oncles et leurs cousins, Julien grandit en exil sous la surveillance de la police impériale prompte à voir partout des périls pour l'Auguste en exercice. Il fut, certes, élevé dans la foi arienne, baptisé et admis aux premiers grades sacerdotaux, mais jamais il n'adhéra à une religion qui restait, à ses yeux, celles des assassins de ses proches. Quand, par une série de hasards où il vit la main des dieux, il accéda à la pourpre, il n'éprouva plus le besoin de feindre des convictions qui n'étaient pas les siennes, et revint au culte du Soleil invaincu de ses ancêtres illyriens. Tout cela inspire plus de tristesse et de pitié que d'horreur ou de colère...
Le professeur Jerphagnon le raconte au long d'une très belle biographie, *Julien, dit l'Apostat*. À une reconstitution remarquable de l'empire du IVe siècle, de sa politique, ses croyances, sa vie quotidienne, se superpose un portrait sensible mais toujours lucide de ce garçon attachant et exaspérant, qui semble s'être trompé d'époque, de foi, de combat, et fonce vers l'échec et la mort conduit par un implacable fatum.
Lucien Jerphagnon, pour être l'un de nos plus grands spécialistes du monde romain, ne se prend pas au sérieux. Il n'est ni prétentieux ni pédant.
Ses livres sont d'une fraîcheur rare et, pour les dépoussiérer comme personne, il rendrait le goût de l'histoire romaine et des lettres latines à un cancre. Moment de pur bonheur garanti.
En complément, prenez le *Misopogon*, - *Contre le barbu* - étrange pamphlet dirigé contre lui-même que Julien, désabusé, rédigea à Antioche peu avant sa mort. Il s'y peint au naturel. Les classiques en poche en propose l'édition grec-français.

A.B.

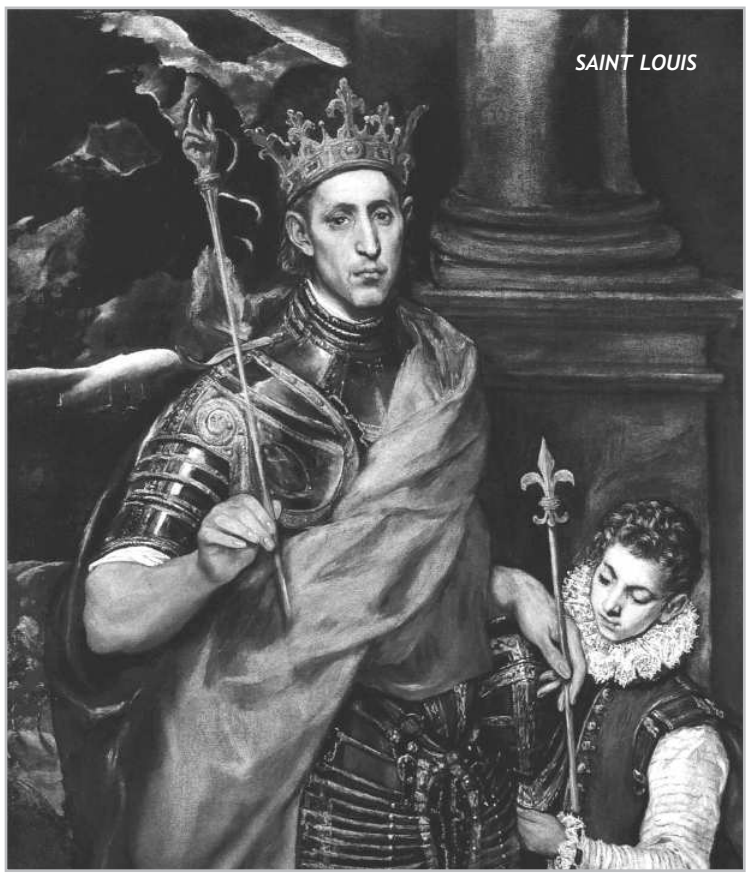
* *Paméla Ramos* : La Véritable Histoire de Marc Aurèle. *Les Belles Lettres, 170 p., 11 euros.*
* *Lucien Jerphagnon* : Julien dit l'Apostat. *Tallandier, 360 p., 25 euros.*
* *Julien* : Misopogon. *Grec-français. Classiques en poche, Les Belles Lettres, 95 p., 6 euros.*

❑ REGARD SUR L'HISTOIRE

Du gouvernement de nos rois

Le roi de France exerce un pouvoir d'essence familial, conférant à l'État capétien une humanité étrangère à la République. L'histoire en révèle de multiples illustrations.

« *Le roi représente dans le royaume l'image du père.* » Ainsi s'exprime Hugues de Fleury (XIe siècle) dans son ouvrage sur le pouvoir royal et la dignité ecclésiastique (*Libellus de regia potestate et sacerdotali dignitati*). « *Vous aurez en lui un père, nul jusqu'à présent n'a invoqué en vain son patronage.* » C'est par ces mots qu'Adalbéron, archevêque de Reims avait recommandé aux grands du royaume de choisir Hugues Capet pour roi.



SAINT LOUIS

Un gouvernement familial

Le gouvernement des Capétiens fut d'abord une affaire de famille : la reine Constance, épouse de Robert le Pieux s'occupe des finances du royaume, de même Bertrade d'Anjou, épouse de Philippe Ier. Bien que Philippe Auguste, qui ne supportait pas Ingeburge de Danemark, ait écarté les femmes du gouvernement, la reine, en l'absence de Louis XIV, signera les ordres du roi. Le Conseil est une affaire de famille, formé des parents, des alliés et des hommes de confiance. Les états généraux étaient la *curia regis*, la cour du roi étendue. En 1789, la réunion de députés imbus d'idées législatives ne représente plus qu'une caricature de ce qu'étaient les états.

« *Commander à un royaume ou à sa maison, il n'y a de différence que les limites.* » (Le maréchal de Tavannes, XVIe siècle) La belle Aiglantine vient à la Cour pour demander au roi un mari (Chanson de Gui de Nanteuil, XIIIe siècle). Mœurs médiévales, dira-t-on, mais lorsque Louis XIV accomplit son premier voyage en Alsace une jeune fille de Ribeauvillé lui demanda une dot pour son prochain mariage. Le roi lui fit donner un sac de pistoles.

Le chef des familles du royaume

Louis XIV se faisait établir des bulletins sur les familles de Versailles et de Paris par le lieutenant général de police et le procureur du roi au Châtelet. Ainsi, en sus des affaires de l'Etat s'intéressait-il à la vie de ses sujets, ses enfants. On nous objectera que le roi ne s'occupait que des familles nobles ou des grandes familles bourgeoises de Paris. En date du 24 mars 1702, le lieutenant général de police demande à l'intendant du Nivernais d'empêcher la fille du nommé Deschamps, barbier à Cosme, de raser les clients de son père : « *Il faut que vous le lui défendiez, en avertissant le père de donner à sa fille des occupations plus convenables à une personne de son sexe.* » Représentant du roi, le lieutenant de police sera appelé par les Parisiens "père temporel". Ses audiences dans son hôtel, auxquelles assistait Diderot au XVIIIe siècle pour étudier les mœurs de ses contemporains, continuaient celles de saint Louis sous son chêne.

« *Le roi traite ses sujets et leur distribue la justice comme un père à ses enfants* » dit Bodin. Quelle est l'essence de cette justice ? « *Une émanation de l'autorité paternelle* » ajoute le même auteur. La plupart des princes se font représenter l'épée au poing, le roi de France paraît avec la main de justice, deux lions sous ses pieds figurant force et violence terrassées par le droit.

Une sollicitude paternelle

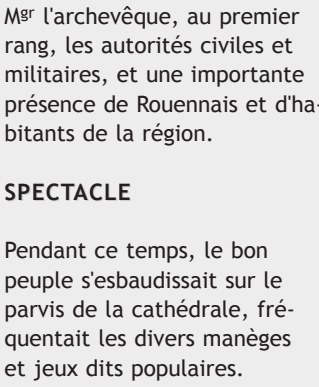
Henri Plantagenet requiert l'arbitrage du roi de France dans son différend avec Thomas Becket, l'empereur Frédéric II lors de son conflit avec Innocent IV ; les différends entre les rois d'Aragon et de Castille seront soumis à Louis XI. Des étrangers, simples particuliers, font appel à la justice du roi. Cambrai, ville d'Empire, se donna spontanément au roi en 1477. Les Cambrésiens « *ne peuvent être si bien gardés et entretenus en paix et tranquillité par autre prince que par le roi de France* ».

Une telle sollicitude paternelle de la part du chef de l'Etat ne fera sourire que les niais. Si un Louis XIV qu'on veut caricaturer sous la forme d'un Jupiter inaccessible aux siens – « *L'Etat c'est moi* » – s'intéressait à la vie intime de ses sujets, ce n'est pas par esprit totalitaire ; il s'y intéressait personnellement, en père, s'imposant ce surcroît de travail pour garder à la monarchie son caractère humain, charnel qui en faisait et la force et le charme.

Nos pères étaient des sujets, des enfants de leur souverain, non des administrés, des assujettis d'une démocratie de plus en plus distante, qui, entre deux passages aux urnes, abandonne de fait, à cause de sa débilité, l'essentiel du pouvoir à des bureaux qui nous connaissent par l'intermédiaire de numéros et gèrent nos existences à l'aide de règlements et non de lois. Seul le gouvernement royal est humain.

GÉRARD BAUDIN

Le deuxième martyre de sainte Jeanne d'Arc



À Rouen, Jeanne d'Arc est célébrée le dimanche le plus proche de la date anniversaire de son supplice (31 mai 1431). Cette célébration eut lieu cette année, le dimanche 7 juin, avec trois manifestations officielles.

La première fut une messe célébrée le matin en l'église Jeanne d'Arc, place du Vieux Marché. La seconde fut la manifestation civile et officielle, également place du Vieux Marché, avec défilé militaire, après la messe. La troisième eut lieu dans la cathédrale à 17 heures, présidée par Mgr l'archevêque, au premier rang, les autorités civiles et militaires, et une importante présence de Rouennais et d'habitants de la région.

SPECTACLE

Pendant ce temps, le bon peuple s'esbaudissait sur le parvis de la cathédrale, fréquentait les divers manèges et jeux dits populaires.
Le soir du 6 juin, était proposé aux Rouennais en l'église Jeanne d'Arc, place du Vieux Marché, un récital-spectacle sur *La Dernière nuit de Jeanne d'Arc* dans son cachot du château de Rouen, siège de l'administration anglaise.
Spectacle ni historique ni vraiment religieux. La jeune actrice et auteur de la pièce a passé beaucoup de son temps à hurler, et à manier une épée. Selon les témoignages des contemporains, Jeanne d'Arc était plutôt fille à se recueillir, et à passer une nuit en prières... surtout avant d'être liée sur le bûcher !

B.D.

REGARD MILITANT

Dimanche dernier a vu les élections européennes et le triomphe commun de l'UMP et des écologistes emmenés par Daniel Cohn-Bendit, ainsi que l'effondrement du Parti socialiste et celui du parti baudruche Modem. Le grand vainqueur du scrutin reste le "parti des abstentionnistes", ce qui illustre le désintérêt de nos compatriotes français et européens pour le "machin" technocratique européiste.

Pour les royalistes représentés par la bannière des listes de l'Alliance royale, c'est l'heure du bilan : 4 244 voix, soit presque 0,025 % des suffrages exprimés sur la France entière. Score modeste qui doit être replacé dans des circonstances précises : l'AR n'était pas présente dans toutes les circonscriptions ; à cela doit s'ajouter la quasi-absence d'une couverture médiatique équivalente à celle des autres partis et l'impossibilité financière de fournir des bulletins de vote, les électeurs devant les imprimer eux-mêmes.

Cette campagne a permis aux royalistes de quitter l'isolement idéologique dans lequel ils s'étaient confinés, et de communiquer leurs idées au pays réel. Les tractages se sont multipliés pour faire découvrir à nos concitoyens une 'alternative méconnue ; plusieurs clips vidéos ont été publiés, dont trois sont passés sur des chaînes nationales. L'Alliance royale et le Groupe d'Action royaliste ont été contactés par de nombreux journalistes souhaitant connaître ces royalistes qui se présentaient aux élections ; depuis quand n'avait-on pas connu cela ?

SUCCÈS EN LIGNE

Sur Internet, le nombre de visiteurs quotidiens sur le site du GAR a triplé pendant la campagne et, record du mois, le site de l'Alliance royale a atteint un pic de 5 000 visiteurs unique en une journée, avec plus de 20 000 pages vues. Le clip produit par le SACR a été visionné plus de 20 000 fois en une semaine, celui produit par France Télévisions publié sur le site de l'AR quarante-huit heures avant les élections avait reçu plus de 7 000 visites le 7 juin au matin.
On dira que ce succès n'a pas vu de concrétisation dans les urnes. Mais ces élections auront eu un intérêt majeur : les royalistes ont commencé à montrer qu'ils existent et que l'alternative qu'ils proposent est crédible,.
Une alternative qui n'est pas enfermée dans des dogmes du passé mais propose des solutions à la crise institutionnelle, économique et identitaire que traverse notre pays. L'Alliance Royale a su montrer que les royalistes pouvaient porter un projet pour l'Europe (pour une autre Europe !) au-delà du souverainisme et de l'européisme.
Les élections ne constituent en aucun cas une finalité, encore moins les européennes. Mais force est de constater que, lors de cette campagne, de nombreuses énergies ont su se déployer et proposer "le vote de la vraie rupture". Encouragés par ce succès, sinon dans les urnes, au moins dans le militantisme, l'Alliance royale et le Groupe d'Action Royaliste remercient tous leurs électeurs et continueront à militer « *pour une France royale au cœur de l'Europe* ».

STÉPHANE PIOLENC

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

BULLETIN D'ABONNEMENT EN PAGE 11

COMMUNIQUÉ DU CRAF

Élections au Parlement européen : 60 % d'abstention, les Français ont parlé.

Il faut en tirer les conséquences directes. La France doit se retirer du piège de l'empire fossoyeur des nations. Nous faisons nôtre cette déclaration de Paul-Marie Coûteaux : « *En dépassant les nations, on dépasse en fait les civilisations, on jette par-dessus bord tous nos héritages : ce n'est pas une question de poids, de taille démographique ou autre, c'est une question d'être. Qui sort de son être ne saurait d'ailleurs peser quoi que ce soit.* » Nous nous interrogeons sur l'être de l'Europe de Bruxelles et nous en concluons qu'elle ne pèse rien. Nous méditons les paroles du duc de Vendôme, Jean de France : « *Je veux le dire avec force : s'agissant de l'Europe, l'urgence est désormais de trancher dans le vif et de se décider à réformer au fond. Réformer ? Mieux encore : refonder.* » Pour remettre en cause radicalement le processus engagé par Bruxelles nous exigeons une véritable sécession. Nous refusons d'engloutir nos espoirs dans une Europe non représentative des peuples et dominée par le libéralisme et le système marchand.

LE DESSEIN DES CAPÉTIENS

Rompre, trancher dans le vif comme dit le prince, avant de refonder, en partant de la réalité historique des nations, une Europe qui a « *une identité profonde fondée sur ses racines culturelles, son cadre géopolitique et l'évolution millénaire de ses structures politiques. Il serait vain, et extrêmement dangereux, de l'oublier ou de le nier... Sa structure politique demeure inséparable - on le voit tous les jours - des nations historiques qui la composent.* » Alors oui, de cette Europe-là nous voulons bien discuter, mais après seulement avoir rompu radicalement avec l'agglomérat bruxellois et avoir permis à notre pays de renouer le fil rompu du grand dessein de civilisation des capétiens. Autant dire que nous aurons à nous heurter violemment aux oligarchies qui mènent le bal. C'est à cela que désormais nous nous préparerons.

Olivier Perceval

❑ **PARIS – VENDREDI 19 JUIN**

Cercle d'études : *L'Ethique du militantisme*

Suivi d'un pique-nique sur les quais de Seine.

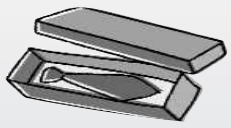
Rendez-vous à 19 h 30
10 rue du Pélican, Paris 1er (métro Palais-Royal)

Entrée libre

BOUTIQUE ROYALISTE

Des cravates en soie fleurdelisées

sont disponibles
au prix de 60 euros l'unité.



Commandes à adresser
au CRAF,
10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Chèques à l'ordre du CRAF

LE PÉLÉRINAGE PARIS-CHARTRES

Chartres sonne ! Une quarantaine de pèlerins ont rejoint le chapitre Sainte-Jehanne de France pour marcher de Paris à Chartres pendant trois jours. Dans une bonne ambiance, avec la participation d'Olivier Perceval, le président du CRAF. Nous avons prié pour nos familles, pour l'Action française et pour la France. Bravo à Hugues de Malval et à Cheverny pour l'organisation.

En même temps, ces mêmes trois jours bénis, et dans la même union de prières nombre de nos amis ont participé au pèlerinage de Tradition de Chartres à Paris ou sont venus se joindre le lundi de Pentecôte aux douze mille marcheurs arrivant place Vauban tout près du magnifique dôme des Invalides. La Préfecture de police avait accordé cet emplacement pour célébrer la messe solennelle que la mairie de Paris avait interdite à son emplacement habituel aux pieds du Sacré Cœur de Montmartre.

Pour trouver L'AF 2000 près de chez vous :
www.trouverlapresse.com

❑ **PARIS – DIMANCHE 28 JUIN**

Banquet Camelot

Rendez-vous à midi

Ce banquet de fin d'année scolaire et universitaire sera l'occasion de rassembler tous les royalistes qui ont donné de leur temps pour le roi mais aussi ceux qui auront l'intention de le faire à l'avenir... Pierre Hillard reviendra sur la construction européenne. Militants, sympathisants et curieux sont tous invités à participer.

Participation : 20 euros.

Réservation obligatoire

Renseignements et inscription ; contact@actionroyaliste.com

» NAISSANCE

Nous apprenons avec beaucoup de joie, par le jeune Louis Crespin, la naissance le 9 mai et le baptême le 23 mai de sa petite-sœur **Marie**, deuxième enfant de nos amis François et Cécile **CRESPIN**.
Nous partageons la joie des heureux parents et de Louis et leur présentons nos bien affectueuses félicitations, ainsi qu'aux grands-parents notamment Pierre et Sylvie Nicolas, et nous formons des vœux ardents de longue et sainte vie pour Marie.

» DÉCÈS

C'est avec peine que nous avons appris le décès, dans sa 101e année, munie des sacrements de l'Église, de **Mme André ZELLER**, née Élisabeth Siméon, veuve du général Zeller. Ses obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux (Hauts-de-Seine), suivies de l'inhumation à Mennetou-Salon (Cher). À ses sept enfants, dont M. Jacques Lallemand et son épouse Marie-Geneviève, qui avaient très aimablement accueilli le camp Maxime Real del Sarte en 1983, à ses trente-et un petits-enfants et quatre-vingt-quinze arrière-petits-enfants, nous adressons nos sentiments de vive sympathie et l'assurance de nos prières.

» RENDEZ-VOUS

❑ **Concert** - Deux concerts avec soliste, chœur et orchestre auront lieu **le dimanche 21 juin à 15 h 30 et le mardi 23 juin à 20 h 30** en l'église Saint-Nicolas du Chardonnet, 23 rue des Bernardins, Paris 5e.
Au programme : *Miserere* de Johann Adolf Hasse (1699-1783) ; *Requiem* de Johann David Heinichen (1683-1729).

❑ **Présence de La Varende** - **Le samedi 27 juin** aura lieu une journée de recueillement à l'occasion du 50e anniversaire de la mort de Jean de La Varende à Bonneville Chamblac (Eure). 10 heures : messe à Notre-Dame de Chamblac ; 11 heures : Inauguration de la salle Jean de La Varende au Chamblac ; 13 heures : repas en cette même salle, lancement-dédicace par Patrick Delon de sa biographie *La Varende* ; 15 heures : inauguration du musée, vin d'honneur à l'Orangerie du château ; 17 h 30 à Thiberville : messe dans le rite extraordinaire.
Renseignements : Me A. Boscher, 02 31 80 84 67 ; perso.wanadooo.fr/lavarende ; presencedelavarende@wanadoo.fr

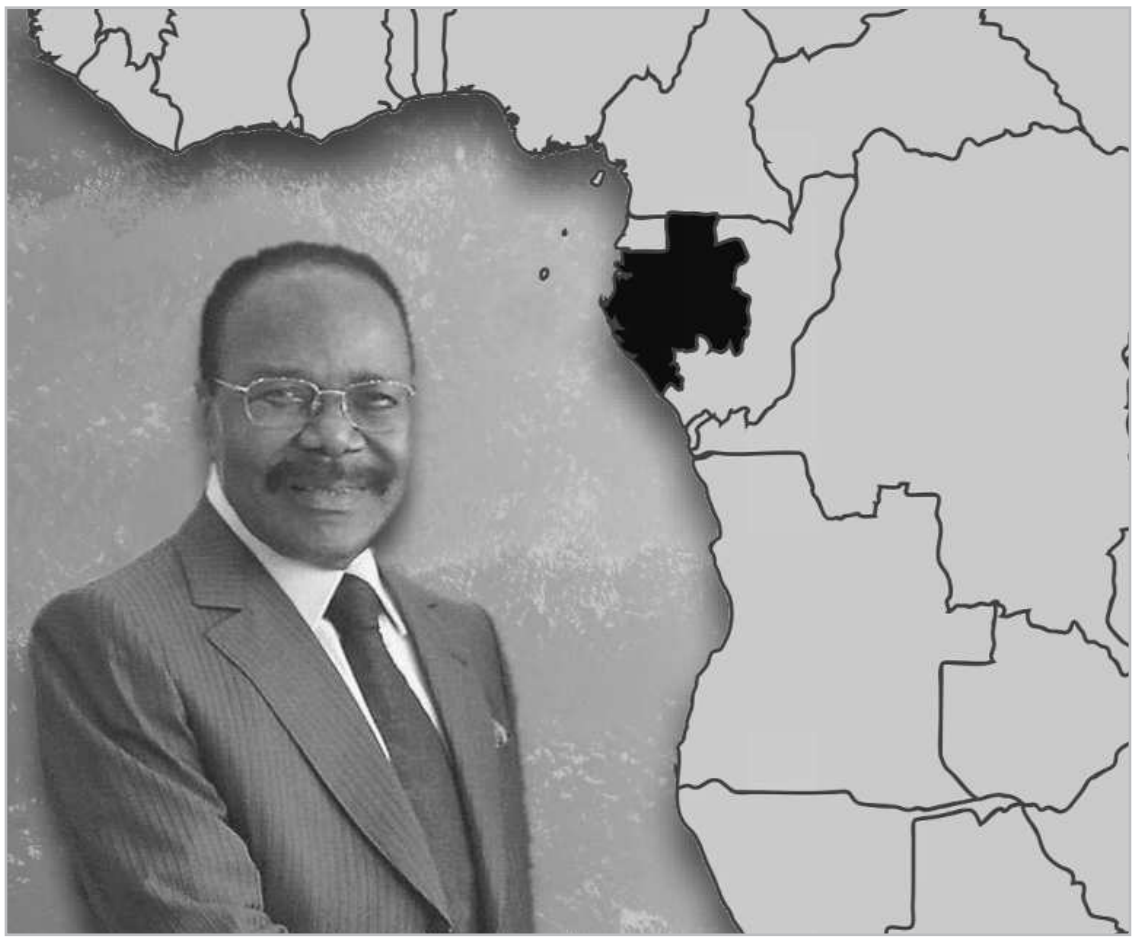
❑ **Mémorial des Rois** - Un colloque sur le thème *Chute des monarchies et genèse des totalitarismes - Contre-révolutions versus révolutions française (1789), russe (1917), persane (1979)* se tiendra **le dimanche 28 juin** de 14 à 18 heures, amphithéâtre de l'ASIEM, 6 rue Albert de Lapparent, Paris 7e. Inscriptions : 01 40 25 06 55 ; persis@rex2000.fr

❑ **BERNARD LUGAN**

Omar Bongo, « ami fidèle de la France »

El Hadj Omar Bongo Ondimba, plus connu sous le nom d'Omar Bongo, doyen des chefs d'État africains en exercice, est décédé ce lundi 8 juin à Barcelone où il était hospitalisé dans un état grave depuis le 11 mai. Né Albert-Bernard Bongo le 30 décembre 1935, il était le deuxième président de la République gabonaise depuis le 2 décembre 1967. Nous avons demandé à notre ami Bernard Lugan, grand spécialiste de l'Afrique, d'évoquer pour nous ce grand et fidèle ami de la France, qui fut plus de quarante ans à la tête de ce pays de 267 667 km² et de 1 485 832 habitants.

BERNARD LUGAN
« Omar Bongo jouait un rôle de pacificateur. »



***L'ACTION FRANÇAISE 2000* - La vie du président Bongo semble faire corps avec celle du Gabon indépendant. Pouvez-vous nous retracer la carrière de ce grand chef d'État africain ?**

BERNARD LUGAN - En fait, le premier président gabonais fut Léon Mba, lequel n'était pas favorable à l'indépendance de son pays. Mais le général De Gaulle, avec raison, imposa sa volonté en disant que si ce petit pays devenait un département français, il verrait affluer vers lui toute l'Afrique noire... En compensation la France s'engagea à garantir la stabilité de l'État gabonais.

Après la mort en 1967 de Mba, Bongo, déjà vice-président, devint président. Il avait servi, comme militaire, dans l'aviation française et il s'affirmait nettement francophile et francophone, alors qu'il n'était pas, comme Léopold Sédar Senghor, président du Sénégal, un intellectuel pétri de culture française.

Pétrole

***L'AF 2000* - Comment expliquez-vous qu'après s'être fait baptiser catholique il se soit converti à l'islam devenant alors El Hadj Omar Bongo ?**

B.L. - Il s'est fait musulman pour se faire bien voir par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) au moment du premier choc pétrolier dans les années 1970. Il faut bien reconnaître qu'en Afrique noire les distinctions entre religions, comme entre idéologies, n'ont pas le même poids que chez nous...

***L'AF 2000* - La production de pétrole est donc un élément capital de l'économie gabonaise ?**

B.L. - Le Gabon est un pays qui n'existe pratiquement pas. C'est un bloc de forêts (87 % du territoire) avec une façade maritime. Très peu d'habitants vivent dans les régions, et les populations sont toutes différentes. Bongo a toujours favorisé les compagnies pétrolières françaises, alors qu'en Angola voisin les Américains travaillaient contre nos intérêts. Toutefois la production de pétrole baisse aujourd'hui au Gabon. Il va falloir utiliser de nouvelles techniques d'exploitation. Mais le pays possède d'autres richesses notamment minières et ses immenses forêts.

***L'AF 2000* - Les rapports entre la France et le Gabon sont-ils très anciens ?**

B.L. - La France est présente au Gabon depuis le XVIII[e] siècle. Puis au XIX[e] elle y installa des stations destinées à recueillir les esclaves libérés en mer par la Royale.

Bongo, pour sa part, a toujours été un ami fidèle pour notre pays. Jamais il n'a fait défaut quand il fallait intervenir quelque part en Afrique. La France pouvait compter sur son appui, comme sur celui du roi du Maroc Hassan II, ou du président Sengor au Sénégal ou de Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire.

***L'AF 2000* - Comment réagissez-vous aux attaques dont Bongo est l'objet, même après sa mort ?**

B.L. - Ces attaques venant de l'extrême gauche portent toujours contre l'intérêt national français. On lui a reproché mille choses, comme d'avoir eu le souci des intérêts de sa famille ; voire d'aimer trop les jolies femmes - peut-être eût-on préféré qu'il aimât les garçons, ce qui dans le contexte actuel aurait a été davantage "politiquement correct"... En France même, le député Noël Mamère a osé le traiter de « *crapule* » !

Le "vieux sage" de l'Afrique

***L'AF 2000* - Même l'ancien président Giscard d'Estaing s'est permis de lui reprocher d'avoir financé la campagne de Jacques Chirac en 1981...**

B.L. - Ce sont là des règlements de comptes de crocodiles. Il n'empêche que Bongo était un homme généreux qui aimait la France. Le président Sarkozy s'est montré très digne en louant sa mémoire en dépit des campagnes diffamatoires. Il ne faut pas oublier que Libreville, la capitale du Gabon, est avec Djibouti, l'une de nos principales bases en Afrique.

Ces quinze dernières années, après Houphouët Boigny, et à côté du président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou-Nguesso, dont il a épousé la fille aînée, Bongo passait pour le "vieux sage", jouant un rôle de pacificateur, de médiateur, d'une sagesse tout africaine, échappant aux analyses des milieux progressistes français sur le mythe de la Françafrique

Et maintenant ?

***L'AF 2000* - Et maintenant ?**

B.L. - Bongo savait "calmer" ses opposants, notamment en leur offrant des maroquins. Il avait ainsi plus de cinquante ministres. Aujourd'hui, Rose-Francine Rogombé, la présidente du Sénat, devrait assurer l'intérim. Puis l'on procédera en théorie à des élections. Si le clan Bongo réussit à gérer l'alchimie ethnique du Gabon, comme l'avait fait le défunt, il pourra se maintenir au pouvoir. Autrement, l'évolution se fera dans le sens suivi par la Côte d'Ivoire où les successeurs du "vieux" furent incapables de maintenir les alliances ethno-régionales qui avaient permis la stabilité du pays.

PROPOS RECUEILLIS
PAR MICHEL FROMENTOUX

** Le professeur Bernard Lugan est un africaniste réputé. Ses ouvrages sur le Rwanda, la colonisation, l'Afrique du Sud font autorité. Voici qu'il vient d'ajouter à cette belle collection un nouvel ouvrage* Histoire de l'Afrique des origines à nos jours. *Une somme couvrant la période de 10 000 ans avant J.-C. 1 400 pages, 150 cartes, 49 euros.*

LA MORT TRAGIQUE D'UN CAPÉTIEN

Ce n'est évidemment qu'un drame parmi les 228 causés par la tragique chute en pleine mer du vol AF 447 entre Rio de Janeiro et Paris ce lundi de Pentecôte.
Toutes ces victimes - françaises, brésiliennes ou d'autres pays - méritent notre compassion, mais nous avons appris avec une peine toute particulière qu'un prince capétien se trouvait parmi les voyageurs.
Pedro-Luíz d'Orléans Bragance, vingt-six ans, fils de Dom Antonio d'Orléans Bragance et de Christine de Ligne, arrière-arrière-petit-fils de la princesse impériale Isabelle et du comte d'Eu, donc cousin de tous les princes de la Maison de France, rentrait de Rio où il avait rendu visite à sa famille, notamment à sa grand-mère, née princesse de Bavière, quatre-vingt quinze ans, et regagnait le Luxembourg où il effectuait un stage de consultant financier à BNP Paribas. Sa cousine germaine Alix de Ligne, vingt-cinq ans, n'avait pour sa part trouvé de billet que pour le vol précédent et a échappé de justesse au même sort.
Pour nombre de monarchistes brésiliens, Pedro-Luíz était l'héritier de la couronne impériale du Brésil, mais comme Pedro Gastão, frère de feue la comtesse de Paris, n'accepta jamais la renonciation au trône de son père Pedro d'Alcantara, fils aîné d'Isabelle et du comte d'Eu, nous ne nous prononcerons pas sur cette question essentiellement brésilienne. Pedro-Luíz n'en était pas moins un grand prince capétien, proche parent, outre des Orléans de France, de Dom Duarte, duc de Bragance, héritier de la couronne du Portugal, de tous les Bourbon-Sicile, donc du jeune prince Napoléon, ainsi que, par sa mère, princesse de Ligne, du grand-duc Henri de Luxembourg et de tous les princes de Bourbon Parme, donc de l'archiduc Otto de Habsbourg, de la reine Anne de Roumanie et du roi Siméon de Bulgarie.
Dans son dernier entretien avec la presse, que publie *Point de vue* du 10 juin, Pedro-Luíz se disait « *ravi de la performance économique du Brésil* » et louait le président Lula da Silva d'avoir « *réduit le contraste social brésilien* ».
Le prince Charles-Philippe d'Orléans, duc d'Anjou, très lié au prince défunt, le présente comme « *très sympathique et surtout très dynamique, plein de joie de vivre* ».
L'Action française s'associe à la douleur des familles royales endeuillées et prie pour l'âme de ce descendant de saint Louis.

M.F.

Édité par PRIEP S.A. au capital de 59 880 euros – 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Imprimerie RPN – 93150 Le Blanc-Mesnil
Numéro de commission paritaire 0410I86761 – Directeur de la publication : M.-G. Pujo